

# umpac

203

• décembre 2025 - janvier 2026  
CPPAP : 0715 S 07535  
• 2,50€

**GRAND ANGLE / PAGES 4-6**  
**Le grand chamboule tout**

**POLITIQUE / PAGES 12-15**  
**Y a-t-il un républicain pour  
sauver le barrage ?**

**HISTOIRE / PAGES 26-33**  
**La révolution de 1848  
ou l'éphémère Seconde  
République (première partie)**

**BILAN ÉCO 2025 / PAGES 8-10**

**À LA FIN, CE SONT  
LES RICHES  
QUI GAGNENT**





**GRAND ANGLE** pages 4-6  
Le grand chamboule tout

**BILAN ÉCO 2025** pages 8-11  
À la fin, ce sont les riches qui gagnent

**POLITIQUE** pages 12-15  
Y a-t-il un républicain pour sauver le barrage ?

**C'ÉTAIT EN 2025** pages 16-23  
200 numéros de lutte pour le Livre, le Papier, la Communication  
L'Impac et son temps : une chronologie (1986-2025)

**INTELLIGENCE ARTIFICIELLE** pages 24-25  
La rédaction artificielle

**HISTOIRE** pages 26-33  
La révolution de 1848 ou l'éphémère Seconde République (première partie)

**LECTURES** pages 34-35



impac décembre 2025 - janvier 2026 - CPPAP 0715 S 07535  
Le journal des travailleurs des industries du Livre, du Papier et de la Communication CGT

Directeur de la publication : Carlos Tunon  
Ont participé à ce numéro : Jérémie Demay, Anne Duvivier, Georges Kaplan, Pascal Lefèbvre, Carlos Tunon  
Coordination : Jérémie Demay, Pascal Lefèbvre  
Maquette, direction artistique : Frédéric Joffre  
Correction : Anne Duvivier / Photos : Adobe Stock, D.R. / Régie publicitaire : Audience Créative, agence@comediance.fr  
filpac cgt : case 426 - 263, rue de Paris - 93154 Montreuil Cedex - filpac@filpac-cgt.fr - www.filpac-cgt.fr -  
Tél. : 01 55 82 85 74 / Imprimerie RIVET, 87000 Limoges.



## Un imbécile fait deux fois la même erreur

CARLOS TUNON,  
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA FILPAC CGT

C'est à croire que nos dirigeants n'apprennent jamais de leurs erreurs. Souvenez-vous de mars 2020. Covid, confinement, et révélation brutale. L'industrie française a été dépecée. Le pays n'est même plus capable de produire ses propres masques chirurgicaux. Des chaînes entières à l'arrêt, faute de matières premières et de composants fabriqués à l'étranger. Le choc est rude, le discours est solennel : « *Il faut réindustrialiser.* » Six ans plus tard ? Rien. Ou plutôt si : c'est pire.

Les friches industrielles gagnent du terrain. L'État regarde, impuissant, ou complaisant, pendant que l'hémorragie continue. Les papeteries, comme tant d'autres secteurs, sont passées sous pavillon de multinationales qui préfèrent orchestrer la valse des délocalisations plutôt que de laisser s'exprimer le savoir-faire des travailleurs ici. Les mêmes gouvernants, si prompts à verdir leurs discours, à empiler les mots « *écologie* » et « *transition* », gardent le silence quand le bilan carbone explose à force de produire à l'autre bout du monde ce que l'on savait faire sur place. Là, plus personne pour taper du poing sur la table.

### Silence et dors

« *La loi du marché* », qu'ils disent. Sauf qu'il existe aussi de vraies lois. Celles qui organisent notre économie, celles qui protègent, ou abandonnent, les travailleurs. Celles-là, qui les écrit ? Qui les vote ? Qui les modifie ? Eux. Alors pourquoi cette inaction ? Pourquoi ce refus obstiné de légiférer pour protéger réellement les emplois et sauver nos industries ? Pourquoi ne

**Les friches industrielles gagnent du terrain. L'État regarde, impuissant, ou complaisant, pendant que l'hémorragie continue.**

pas enfin modifier le fonctionnement des tribunaux de commerce, qui balaiant d'un revers de main les projets industriels et les emplois, en offrant les usines à des vautours sans scrupules ? La nationalisation ? Un gros mot, paraît-il. Presque une insulte dans leur bouche. Mais les allègements de cotisations, les aides publiques à répétition, les cadeaux fiscaux aux entreprises deviennent, eux, un langage parfaitement courant. Un peu de cohérence ne ferait pourtant pas de mal. Encore faudrait-il y ajouter une qualité devenue rare au sommet de l'État : le courage.

Mais cette case-là, manifestement, n'a jamais été cochée. Ça tombe bien, à la CGT, nous en avons à revendre. Ils sont aveugles ? Nous leur ouvrirons les yeux pour qu'ils comprennent que la vie d'un travailleur vaut plus que leurs combines. ●



PASCAL LEFÈVRE

Le mot de l'année 2025 n'est ni « amour », ni « paix », ni « solidarité », encore moins « humanisme ». Non. S'il fallait résumer cette année, ce serait destruction. Froide, et méthodique. Pourquoi ? Parce que le patient travail de sape mené depuis des décennies par les apôtres du néolibéralisme sort du sous-sol. La démocratie et l'État de droit ? Des entraves. Des empêcheurs de licencié tranquille et de spéculer en paix. Trop de normes, trop de lois, trop de pauvres encore capables de faire entendre leur colère. Alors ils démontent. Pierre après pierre. Sans bruit au début, puis avec fracas.

#### MOBILISATION RÉACTIONNAIRE

L'internationale réactionnaire, elle, ne manque ni d'air ni de moyens. Elle a trouvé ses mécènes, grandes fortunes, oligarques, patrons surpuissants. Argent, réseaux, médias. Tout est mobilisé. En face, des dirigeants politiques couchés, trop occupés à ne pas contrarier ceux qui financent leurs campagnes pour encore prétendre gouverner quoi que ce soit. Le phénomène est global. Aucun continent n'y échappe. Là où les illibéraux ne tiennent pas encore les rênes, leurs idées satureront déjà l'espace médiatique. Sans ces relais dociles, comment saurions-nous que l'immigration serait « une menace existentielle » ? Qui nous vendrait des retraites rabotées comme un progrès social ? Qui oserait encore soutenir que le droit du travail protège autre chose que des privilèges ? Heureusement, les avocats zélés des plus riches sont là pour éclairer le débat. Avec une constance qui serait admirable, si elle n'était aussi toxique. Puis il y a eu le retour de Donald Trump, en janvier 2025. Là, fini les manœuvres en coulisses. Place au rouleau compresseur. Ses idées ne s'infiltrèrent pas, elles s'imposent. En un an, tout vacille : institutions, justice, éducation, diplomatie. La démocratie américaine tangué dan-

gereusement, pendant qu'une partie de ses soutiens, gavée de mensonges et de fantasmes, applaudit à tout rompre.

#### TRUMP, LES VUES DE SON COLT

Mais ce retour n'a rien d'un accident. Là encore, les grands financiers et les barons de la tech ont ouvert les vannes. Ils ont tout mis à disposition dans ce projet brutal. Lui, porté par une certitude quasi mystique depuis qu'une balle l'a effleuré, se voit investi d'une mission : purger. Purger quoi ? Tout ce qui ressemble, de près ou de loin, au progrès. L'égalité, les droits sociaux, la reconnaissance des différences, le vivre-ensemble, les libertés publiques. Cette vision déformée des libertés, commence par la destruction de tout ce qui protège. Les seules réellement gagnées par les Américains depuis ce retour fracassant ? Se taire... ou risquer de payer le prix fort en se faisant tuer par la police. Sa démocratie rêvée n'est pas un État de droit, c'est un western sans shérif, où la loi du plus fort remplace le droit commun.

La loi du plus fort, justement. Trump l'adore, surtout quand elle sert ses alliés. Benjamin Netanyahu, par exemple. Depuis le 7 octobre, la vengeance est devenue doctrine. Les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité s'accumulent sans même tenter de se dissimuler. Pendant ce temps, son ami américain encourage. Quand « Bibi » va trop loin en massacrant ouvertement des civils ? Une moue, un froncement de sourcils... et l'on repart pour un tour, avec en prime la famine. Quand Benjamin Netanyahu bombarde et envahit le Liban, Trump suit le mouvement, puis se retire en déclarant, l'air satisfait, que « les objectifs sont remplis ».

Brouillon, Trump ? Évidemment. Il menace, insulte, humilie ceux qui étaient ses alliés la veille. Dans le même souffle, il cajole ses adversaires. Brouille-t-il les pistes ? Est-il instable ? Sans doute. Mais s'arrêter à cela serait une erreur. Ses propos comme ses actes ne sont rien d'autre qu'une synthèse grossière de racisme, de protectionnisme et d'illibéralisme, et d'idéologie pour les nuls...

# TRUMP / NETANYAHU. WHO REALLY DECIDED ON WAR?

Quand Benjamin Netanyahu bombarde et envahit le Liban, Trump suit le mouvement, puis se retire en déclarant, l'air satisfait, que « les objectifs sont remplis ».

#### DÎNER DE CONS

Trump ne surgit pas de nulle part. Il s'inscrit dans une filiation. Pat Buchanan avait déjà, dès les années 1990, posé les bases : protectionnisme, rejet de l'immigration, dénonciation des élites globalisées. Steve Bannon y a ajouté la stratégie : choc civilisationnel, démantèlement de l'État administratif, usage agressif des médias pour imposer un récit. Plus récemment, Stephen Miller a poussé la ligne dure jusqu'à l'obsession.

Sur le plan économique, sa seule doctrine tient en un mot : opportunisme. En bon promoteur, il regarde le monde comme un catalogue de terrains à valoriser. Gaza aujourd'hui, riviera demain. Peu importent les ruines, pourvu que le mètre carré rapporte. Ceux qui pensent que Trump n'est qu'un clown surpuissant se trompent dangereusement. Il applique un plan, méthodiquement. Les échecs existent, bien sûr, mais pas pour lui. Ils sont dissous dans un récit nourri d'un fanatisme quasi religieux. L'Ukraine, qu'il promettait de pacifier en vingt-quatre heures, n'est même plus un caillou dans sa chaussure. Il s'en moque comme de son premier hamburger. Contrarier Vladimir Poutine ? Aucun intérêt. En revanche, mettre la main sur de nouveaux marchés, sécuriser des ressources naturelles, pétrole, terres rares, voilà une perspective autrement plus stimulante. Pour parvenir à ses fins, une seule méthode, tout détruire. À commencer par les équilibres mondiaux.

En France, le modèle trumpiste fait des émules. L'extrême droite s'en nourrit et prospère. Vulgarité, violence, mensonges, manipulation médiatique sont dé-

## Guerre en Iran : quel bilan pour les civils après trois semaines de bombardements

Par Elina Arsal

Publié le 24 mars 2025 à 10h42 - Lecture : 2 min



sormais la norme. Qu'on ne compte pas sur les médias pour opposer une résistance digne de ce nom. La plupart acquiescent sans broncher.

#### RANCE INTER

Le groupe Bolloré, avec CNews, *Le Journal du Dimanche* ou Europe 1, ne s'en cache même plus. La ligne est claire. Comme les audiences suivent, les autres emboîtent le pas. Les médias de Rodolphe Saadé, de Bouygues ou du Dassault Group se montrent tout aussi empressés de défendre leur libéralisme, en le nappant du sempiternel « ras-le-bol des normes » et du plaignif « on ne peut plus rien dire ». Le service public ? Il suit la même pente, insalubre. Les antennes s'ouvrent toujours plus largement à l'extrême droite et à une droite radicale dont la frontière devient chaque jour plus floue. Depuis que France Inter a confié l'interview politique au dernier rejeton de la dynastie Duhamel, Jordan Bardella comme Marine Le Pen défilent rassurés. Les contradictions ? Évaporées. Les questions qui fâchent ? Enterrées. La gauche, elle, est cantonnée à commenter, à se défendre, à courir derrière des polémiques qu'elle ne maîtrise pas. Tout est fait pour la discréditer. Journalistes politiques et économiques jouent la même partition, avec une régularité de métronome. Une véritable oraison funèbre pour accompagner la mise en bière de la démocratie. Plus de doute possible, le travail de sape est terminé. La destruction est en marche. Au milieu des gravats, Emmanuel Macron observe. Spectateur appliqué de sa propre déchéance. Lui qui se voulait le rempart contre l'extrême droite n'aura été, au mieux, que son marchepied. Au pire, son architecte. Il n'a pas freiné

en continu

Gaza : à la recherche des enfants sans no l'enquête dépas

Protection des l l'Union européen des sites patrimo enquête sur l'au

Guerre en Iran : Tribunal de « de sérieux... Le p journal

Les plus coi

1 Municipi vidéosurvei politique à l' prouvé

2 La commu public offre

# LE GRAND CHAMBOULE TOUT

## La chute de François Bayrou, récit d'une fin jugée sans panache

BYE BAYROU

Pour couvrir les dérives de l'institution de Bétharram, il en vient à mentir devant l'Assemblée nationale. Il se rêvait en homme d'État, il sortira par la petite porte de l'oubli.

son ascension, il lui a déroulé le tapis. Brun, évidemment. Politiques et grandes fortunes, main dans la main, forment désormais une haie d'honneur à ces adversaires déclarés des travailleurs et des valeurs démocratiques. En s'obstinant à ne pas reconnaître sa défaite après une dissolution aussi hasardeuse que ratée, le président de la République a lui-même allumé la mèche de cette crise. Dans la foulée, en nommant successivement Michel Barnier puis François Bayrou à Matignon, il a parachevé le désordre.

### PETIT ANGE PARTI TROP TÔT

Bayrou, confit dans sa suffisance, n'aura réussi qu'une seule performance, arracher un soutien de façade aux socialistes pour son budget, en leur jetant quelques miettes en guise de banquet. La suite n'est qu'une fuite en avant : sourd aux colères, aveugle aux réalités, amnésique face à ses propres contradictions. Pour couvrir les dérives de l'institution de Bétharram, il en vient à mentir devant l'Assemblée nationale. Il se rêvait en homme d'État, il sortira par la petite porte de l'oubli.

Un État sans cap, sans autorité réelle, sans colonne vertébrale politique, est condamné à errer dans un monde chaotique. Rien n'est construit pour protéger les emplois, les travailleurs, leurs familles, les services publics. Aucune stratégie pour sauvegarder nos industries, notre environnement, notre alimentation.



## Emmanuel Macron : la dissolution de l'Assemblée nationale était la bonne décision, dans l'intérêt du pays

Le chef de l'État a défendu auprès du Figaro Magazine sa décision d'appeler des élections législatives anticipées. Il doit tenir, mercredi en fin de matinée, une conférence de presse pour répondre à l'interrogation « Pourquoi ? » de la presse.

Parce que...  
L'Assemblée nationale est dissoute à partir de mardi 17 décembre 2024.



En revanche, une énergie considérable est déployée pour garantir aux grands patrons et aux ultra-riches un confort maximal dans la conduite de leurs affaires.

### ILS NE SONT RIEN, SOYONS TOUT

Qu'on se rassure : la concentration des médias entre les mains de quelques milliardaires se poursuivra sans entrave. L'évasion fiscale et les fraudes patronales suivront la même pente. Mais que ces grands saigneurs ne s'endorment pas trop vite. Ils nous trouveront toujours sur leur route pour leur rappeler une évidence : sans les travailleurs, ils ne sont rien. Sans nous, pas de richesse. Sans nous, pas de production. Sans nous, pas de consommation. Ce ne sont certainement pas leurs mains propres qui feront tourner les machines. Les mettre dans le cambouis n'a jamais été leur fort. Cela tombe bien : se taire et se résigner n'est pas le nôtre. C'est à nous, unis et déterminés, d'inverser leur logique. Les chèques pour acheter des plans sociaux ne sont pas une solution. Notre seul camp reste celui des travailleurs. La CGT se battra, et continuera de se battre, pour que les emplois et les industries demeurent en France. La dignité ne se compense pas avec des indemnités chômage. La résignation ne fait toujours pas partie de notre vocabulaire. Courber l'échine est devenu trop facile, et cela leur procure tant de satisfaction... Ils veulent tout détruire ? Qu'ils essaient. Nous savons, nous, comment tout reconstruire. « Du passé, faisons table rase. Foule esclave, debout ! Debout ! Le monde va changer de base. Nous ne sommes rien, soyons tout. » ●

# Pour la création. Pour celles et ceux qui la font.



Depuis plus de 20 ans, nous protégeons et accompagnons les entreprises, les organisations de la création et leurs talents, pour qu'ils puissent créer en toute liberté.

**Audiens**  
POUR LA CRÉATION.  
POUR CELLES ET CEUX QUI LA FONT

Santé - Prévoyance - Retraite - Actions sociales

# À LA FIN, CE SONT LES RICHES QUI GAGNENT

Fermetures d'usines, taux de chômage en hausse, mépris des dirigeants... Rassurez-vous, dans tout ce marasme, les riches remportent le magot.

JÉRÉMIE DEMAY

« *Le Mozart de la finance* »... C'est ainsi que les grands prêtres du libéralisme, transportés d'enthousiasme, qualifiaient Emmanuel Macron lorsqu'il s'installa à l'Élysée. Ils exultaient dans les salons feutrés : enfin un ancien de chez Rothschild de retour à la tête de l'État ! Aujourd'hui, ce n'est plus un concert de fausses notes, c'est une cacophonie générale dont personne ne retient la mélodie. Tout sonne faux. Pas de rythme, pas d'instruments, pas même l'ombre d'une partition. Les résultats économiques de 2025 ressemblent à ce vacarme, un brouhaha confus où chacun joue sa petite musique pendant que l'orchestre coule. En vérité, beaucoup se sont laissé abuser par ce surnom flatteur. Mozart jouait pour les princes et les aristocrates. Macron gouverne pour les riches. La nuance est mince, mais elle existe. Dans sa danse macabre, il entraîne l'économie et les emplois du pays vers un précipice dont il sera difficile de remonter. Mais qu'importe pour les néolibéraux, toujours persuadés que la chute libre est une forme supérieure de progrès. Dans le même mouvement, Macron prépare le terrain à l'extrême droite et aux régimes illibéraux : déréglementation du travail, mépris des corps intermédiaires, démocratie tournée en ridicule. Il suffit parfois de saper les fondations pour que la maison s'écroule toute seule.

## Un Nobel en forme de bras d'honneur

Comme pour saluer ces exploits, les financiers ont même honoré le cerveau de son programme économique, Philippe Aghion, en lui attribuant le prix Nobel d'économie. Une décoration en forme de bras d'honneur adressé à toutes les victimes de sa fameuse théorie du ruissellement. Le principe est simple : donner encore plus d'argent aux plus riches afin qu'ils le redistribuent généreusement au reste du monde. Une sorte de charité par gravité. Malheureusement, dans la version macronienne de cette physique sociale, l'eau ne ruisselle pas vers le bas ; elle remonte vers le sommet. Les milliards s'évaporent dans les coffres déjà pleins et dispa-

raissent dans les comptes bancaires les plus confortables. Depuis 2017, les fortunes cumulées des milliardaires français ont doublé, augmentant de plus de 220 milliards d'euros, avertit Oxfam dans un rapport. La France compte même quatorze milliardaires de plus depuis l'élection de Macron. Une prospérité admirable... pour quatorze personnes supplémentaires. Pourtant, ces pauvres gens continuent de pleurer devant un État qu'ils jugent confiscatoire. Lorsque l'économiste Gabriel Zucman propose une taxe de 2 % sur leur magot, les voilà qui menacent de quitter ce pays qui les martyrise, Bernard Arnault en tête. Le pauvre homme ne cesse de se sacrifier pour la patrie. Il rayonne même à l'international, jusque dans les tribunes de la cérémonie d'investiture de Donald Trump. Pour toute récompense, le peuple lui demande simplement de contribuer à la hauteur de sa fortune. Quelle ingratitude.

## Le président des mauvais records

Mais notre Mozart de la finance ne se contente pas d'un solo pour milliardaires. Il veille aussi à ne jamais troubler le commerce des puissants. Les emplois, l'environnement, la souveraineté industrielle ? Autant de sujets utiles pour meubler les discours, mais qui n'encombrent guère ses nuits. Il s'en soucie comme de sa première paire de lunettes de soleil.

Lui préfère battre des records. Jamais les 500 plus grandes fortunes françaises n'ont accumulé autant d'argent. 1 100 milliards d'euros, selon *Challenges*. Pour mieux mesurer cette somme, parlons en SMIC. Avec cette fortune cumulée, on pourrait payer pendant deux

**Depuis 2017, les fortunes cumulées des milliardaires français ont doublé, augmentant de plus de 220 milliards d'euros, avertit Oxfam dans un rapport.**



# 1 100 MILLIARDS D'EUROS, POUR LES 500 PLUS GRANDES FORTUNES FRANÇAISES QUI DIT MIEUX ?

ans plus de trois millions de salariés. Mais il faut croire que l'argent circule mieux quand il reste immobile. Autre record, celui des faillites. Près de 70 000 entreprises ont mis la clé sous la porte en 2025. Une performance digne de la fédération française de la loose. Mais au sommet de l'État, l'inquiétude reste mesurée. Enfin... Elle existe surtout sur les plateaux de télévision. La larme de crocodile bien calibrée, les ministres promettent d'être vigilants. Ils suivront le dossier de près, jurent-ils. Et lorsque l'usine ferme enfin, ils saluent la qualité du dialogue social et la réussite des négociations. Les salariés, eux, sont envoyés à France Travail où l'on promet de les accompagner dans de courageux programmes de reconversion. L'essentiel étant d'éviter qu'ils n'apparaissent trop vite dans les statistiques du chômage.

## L'indifférence autour de Tetra Pak

Les anciens salariés de Tetra Pak, près de Dijon, peuvent

**Autre record, celui des faillites. Près de 70 000 entreprises ont mis la clé sous la porte en 2025.**

témoigner de cette mécanique bien huilée. Leur usine était une référence européenne dans la production de briques alimentaires. Le savoir-faire des ouvriers était reconnu partout. La maison mère y testait même ses prototypes. Puis les dirigeants suisses ont découvert l'Europe de l'Est. Les salaires y sont plus bas, le droit du travail presque inexistant. Un paradis pour les stratèges de la rentabilité. La qualité ? Accessoire. Le bilan carbone ? Superflu. L'angoisse de 200 fa-

**En 2024, les suppressions d'emplois industriels dépassaient déjà 77 %.**

milles ? Une plaisanterie. Le plan social, pourtant, était truffé d'irrégularités et de lois piétinées. Mais ni le ministère du Travail ni celui de l'Économie n'ont jugé utile d'intervenir. La direction a signé son chèque et refermé la porte derrière elle. Les papetiers licenciés pourront-ils exercer ailleurs ? Certainement pas dans la région dijonnaise. Dijon fut pourtant une terre d'industrie : Amora, les chocolats Lanvin, Nestlé, faisaient vivre des milliers de familles. Les motos Peugeot, Thomson, la SEITA ou les sous-traitants automobiles animaient l'économie locale. Aujourd'hui, la capitale bourguignonne ressemble à un laboratoire du vide industriel. Il reste bien Urgo et son secteur pharmaceutique. De quoi permettre aux anciens de Tetra Pak d'appliquer quelques pansements sur leur dignité blessée. Cette indifférence se répète dans chaque plan social. Les élus et les ministères reçoivent les représentants du personnel, les écoutent poliment, leur proposent un café (avec ou sans sucre), puis promettent de rester vigilants. Ensuite, chacun retourne à son bureau. Et concrètement ? Rien.

#### Le cas Lecas

Les salariés de Lecas en savent quelque chose. Depuis juin 2025, ils n'ont plus de travail, plus de salaire, et même pas les papiers nécessaires pour s'inscrire à France Travail. En plein plan social, cette filiale du groupe Hamelin s'est placée en liquidation judiciaire faute, d'après elle, de trésorerie. Curieuse surprise : les services de l'État sont censés vérifier les comptes avant d'accepter un PSE. Mais rien n'avait laissé présager que le propriétaire de la marque Super Conquérant allait se transformer en super escroc.



#### Les erreurs 2024 d'Emmanuel Macron qui vont certainement peser sur 2025

L'année 2024 a été qualifiée dans le monde la super année électorale, puisque, pour la première fois dans l'histoire, plus de 4 milliards de personnes furent appelés à se rendre aux urnes. Grâce à la dissolution, les

Pendant ce temps, les salariés vivent sans revenus. Ceux qui avaient commencé une formation n'ont même pas pu la terminer faute de financement. Une enquête pour escroquerie est en cours. Les enquêteurs et la Filpac CGT soupçonnent la direction d'avoir voulu faire payer la fermeture par les AGS, pendant que le groupe Hamelin délocalisait sa production. Les pouvoirs publics auraient pu agir plus tôt. Ils ont préféré regarder ailleurs.

#### Le retour des saigneurs

Sous l'ère Macron, les patrons semblent disposer d'un droit quasi féodal : licencier, humilier, détruire des vies sans grande inquiétude. Dans ces conditions, la réindustrialisation ressemble davantage à un slogan qu'à une politique. La souveraineté tant vantée par Macron n'est qu'un décor de théâtre pour accompagner la symphonie de notre Mozart de la cacophonie. En 2024, les suppressions d'emplois industriels dépassaient déjà 77 % (*Le Monde*, mars 2025). L'année 2025 n'a rien changé. Les chroniqueurs libéraux invoquent alors l'incertitude, la crise ou le coût de l'énergie. Pourtant, une solution existe : sortir l'énergie du marché en nationalisant pleinement EDF et en mettant fin à une concurrence artificielle. « *L'énergie est notre avenir* », proclament les publicités. À condition de la soustraire aux spéculateurs. L'industrie et l'économie réelle cesseraient alors de voir leurs factures exploser.

Mais pendant que l'économie tanguait, Emmanuel Macron réussit un autre exploit : miner le moral du pays. Plus des trois quarts des Français se disent pessimistes pour l'avenir. Le taux d'épargne grimpe : ceux qui le peuvent mettent de côté pour les jours sombres. Le seul à croire fermement en l'avenir reste Emmanuel Macron lui-même. « *Les Français ne le méritent pas* », avait lâché son épouse au début de son premier mandat. Peut-être. Mais une chose est certaine : les Français ne méritent pas un président sourd aux souffrances du pays et attentif seulement aux puissants. Son arrogance et sa brutalité poussent les électeurs vers des horizons politiques toujours plus radicaux. Il incarne à lui seul les raisons du désenchantement national.

Il se rêvait chef d'orchestre. Les grands patrons le voyaient compositeur génial. Au final, rarement un président aura suscité autant de défiance. Reste une consolation. Sur la scène internationale, de nombreux partenaires observent avec amusement ce capitaine qui se croit toujours à la barre d'un navire qu'il aura pourtant tout fait pour saborder. Après tout, dit-on, le rire est parfois la dernière forme d'espérance. ●

## Professionnel·le·s de la création

# Audiens s'engage à vos côtés



### Diversité & solidarité

Une politique dynamique contre toute forme de discrimination



### Égalité femmes - hommes

Label "Égalité professionnelle" Index de 98/100



### Handicap

Opérateur de la Mission Handicap du Spectacle en partenariat avec l'Agefiph



### Datalab

Évolution des métiers de la culture et statistiques accessibles à tous



### ecOPROD Écologie & audiovisuel

Co-fondateur d'Ecoprod



### Cellule d'écoute contre les violences sexistes et sexuelles

Opérateur de la cellule créée par les partenaires sociaux, soutenue par le ministère de la Culture

**Audiens**  
POUR LA CRÉATION.  
POUR CELLES ET CEUX QUI LA FONT

# Y a-t-il un républicain pour sauver le barrage?

Qu'on l'appelle barrage ou front républicain, il est apparu dans notre vieille République fragile et imparfaite dès qu'elle s'est trouvée confrontée au danger de l'extrême droite lors de crises institutionnelles ou d'échéances électorales. Et ce depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Quelques repères sur ses apparitions, ses disparitions et son efficacité...

GEORGES KAPLAN

Dès les premiers temps de la III<sup>e</sup> République (à partir de 1875), ses soutiens et alliés objectifs, des républicains conservateurs aux socialistes, ont dû élaborer des stratégies d'alliance électorale pour contrer leurs adversaires à une époque où le régime était encore mal assuré de sa pérennité. Monarchistes, bonapartistes et anti-dreyfusards contestaient sa légitimité et ne rêvaient que d'abattre la « Gueuse » (terme que toute l'extrême droite utilisera longtemps pour désigner la République honnie).

## Le brave général Boulanger

La première apparition d'un front républicain surgit, avec la crise boulangiste en 1887, du nom du général Boulanger, à l'origine d'un mouvement populiste antiparlementaire et très populaire (à gauche comme à droite) qui cristallise les mécontentements du moment. Cet officier opportuniste, démagogue et arriviste, ancien ministre de la Guerre, profitera un certain temps du jeu politique républicain avant de s'imaginer un destin personnel à la tête du pays avec le soutien des monarchistes. Seule une coalition républicaine entre opportunistes et radicaux mettra un coup d'arrêt à l'irrésistible ascension du général Boulanger. C'est Clemenceau avec la création de la Société des Droits de l'homme et du citoyen en 1888, qui fut à l'origine de cette première coalition républicaine. La société s'était donné pour objet : « La défense de la République par la lutte sans merci contre toute entre-

prise de réaction et de dictature. » Les incohérences, les hésitations, les coups de gueule du général finiront par lasser ses soutiens. Voulait-il vraiment renverser la République ? On ne le saura jamais : menacé d'arrestation par le gouvernement, il s'enfuit en Belgique en 1891 et y trouve une fin pathétique en se suicidant sur la tombe de sa maîtresse à Ixelles. Clemenceau conclura l'épisode boulangiste par un cinglant : « *Il est mort comme il a vécu : en sous-lieutenant.* » N'empêche, la République s'était fait peur avec un général agité.

## Dreyfus, le 6 février 1934, le Front populaire

La République se consolide, se construit et s'installe durablement dans le paysage politique français à partir de 1900, malgré l'instabilité gouvernementale (les ministères durent en moyenne moins d'un an), la séparation de l'Église et de l'État (1905) et les inévitables scandales parlementaires. Même si elle tremble sur ses bases au moment de l'affaire Dreyfus, l'agressivité hystérique de la presse et des groupes d'extrême droite n'aura pas raison d'elle. Elle traverse de même la Première Guerre mondiale sans se fracturer et ce malgré le traumatisme du million 500 000 morts et les champs de ruines du nord et de l'est du pays.

Les choses vont se dégrader avec le début des années trente qui voient monter les périls fascistes partout en Europe. La France ne va pas y faire exception. Fragilisée comme ses voisins par la crise économique de 1929, elle doit faire face, de plus, à une instabilité gouvernementale chronique aggravée par la multiplication de scandales financiers où est impliquée une partie du personnel politique. Situation qui, si elle désespère les plus fidèles soutiens républicains dans l'opinion publique, exaspère l'extrême droite qui n'attend plus qu'une crise politique pour abattre la

**Clemenceau conclura l'épisode boulangiste par un cinglant : « *Il est mort comme il a vécu : en sous-lieutenant.* » N'empêche, la République s'était fait peur avec un général agité.**



République des « pourris ». La crise arrive avec l'affaire Stavisky (janvier 1934), escroc affairiste, retrouvé opportunément suicidé après un scandale financier qui compromettrait certaines personnalités politiques et l'assassinat du conseiller Prince, magistrat chargé de l'enquête. C'est l'explosion, la presse de droite et d'extrême droite se déchaîne contre cette République corrompue qui essaie d'effacer les traces de ses crimes. Le 6 février 1934, les liges d'extrême droite, Croix de feu, Action française, Camelots du roi marchent sur la Chambre des députés pour « purger l'enceinte des pourris ». Ils ne purgeront rien. Les gardes mobiles rétablissent l'ordre républicain (violemment) : une dizaine de morts, des centaines de blessés. Le président du conseil Daladier démissionne, on forme un gouvernement d'union nationale, on nomme une commission d'enquête et on passe à autre chose.

Les républicains ont senti passer le boulet du renversement de régime. La gauche républicaine prend conscience de la gravité de la situation et ses différentes tendances (socialiste, communiste, radicale) entament un rapprochement politique sous la pression de leurs militants respectifs. Rapprochement qui verra son aboutissement au défilé du 14 juillet 1935 où les défilés socialiste et communiste fusionneront. Le Front populaire, comme on l'appelle dès lors, concrétise aux élections législatives de mai 1936 cette résistance de la République avec l'envoi de 386 députés de gauche (72 communistes, 149 socialistes, 110 radicaux et 55 républicains) pour appliquer un programme social d'envergure.

Mais la République ne résistera pas à l'épreuve suivante quatre ans plus tard : sa liquidation après l'effondrement de 1940. Le 11 juillet 1940, sénateurs et députés réunis à Vichy (sans les communistes déchus de leur mandat), traumatisés par la défaite et effrayés, votent les pleins pouvoirs à un vieux maréchal de 80 ans. Seuls 80 députés et sénateurs auront le courage et l'honneur

de voter contre le démantèlement de la République. On raconte que lorsque le maréchal Pétain contresigna l'acte qui faisait de lui le nouveau chef de l'État français, il aurait souri et dit : « *Voilà, c'est fait...* ». Il venait d'effacer la III<sup>e</sup> République d'un trait de plume. Ce 11 juillet 1940, à Vichy, il n'y a pas eu de barrage républicain.

## Turbulences dans la IV<sup>e</sup> République

On pouvait croire que la leçon de 1940 avait porté ses fruits et que la nouvelle IV<sup>e</sup> République sortie de l'Occupation consoliderait les fondements républicains. C'était sans compter les calculs politiques à court terme et la politique des partis qui vont donc renouer avec l'instabilité gouvernementale qui avait provoqué la chute de la III<sup>e</sup> en 1940 (18 gouvernements de 1946 à 1958 !). Le tout sur fond de guerres coloniales (Indochine puis Algérie) qui déchirent l'opinion publique. C'est justement la guerre d'Algérie (qui en est déjà à sa deuxième année) qui va provoquer la naissance d'un nouveau front républicain en 1956 à la suite de la dissolution de l'Assemblée le 1<sup>er</sup> décembre 1955 par René Coty (président de la République) sous la pression du centriste Edgar Faure qui considérait qu'il n'avait plus les moyens de gouverner.

Ce front de centre gauche rassemble socialistes (Guy Mollet), radicaux (Pierre Mendès-France), gaullistes de gauche (Chaban-Delmas) avec l'objectif d'en finir avec cette guerre « imbécile » en Algérie. La majorité relative obtenue par le front républicain porte Guy Mollet, secrétaire général de la SFIO (socialistes) à la présidence du Conseil, a priori pour mettre un terme à ce conflit. Ce qu'il ne va pas faire, bien au contraire, en rompant progressivement tous les fils du dialogue avec les représentants algériens et en nommant un délégué général à Alger qui roule pour les colons d'Algérie : Robert Lacoste. Sous son impulsion, l'armée française va progressivement prendre le contrôle de la situation algérienne et basculer vers une guerre longue qui finira



**Barrage anti-RN, « cordon sanitaire » contre LFI, stratégie du « ni-ni »... Les recompositions permanentes du « front républicain »**



Une illustration de Marine Le Pen au centre d'un rassemblement des Alpes / AFP / STAFFER / D. DUBOIS / AFP / THOMAS LOUËR

**RÉCIT - La mort de Quentin Dcranque réinterroge les contours des consensus de vote de barrage, mais certains appellent désormais à**

dépasser les clivages anciens. [...] et là où les chances de la gauche sont nulles, à voter pour le candidat de droite pour faire battre l'extrême droite ». Il contredit alors son propre camp et son gouvernement. Mitterrand passera par-dessus ces préventions de désistement et n'hésitera pas à faire adopter le principe de la proportionnelle pour les législatives de 1986, dans le but (illusoire) de fragiliser la droite classique. Ce calcul politique foireux va provoquer l'entrée fracassante de 37 députés du FN à l'Assemblée (voir *Impac 196, Le parti de la haine ordinaire, une histoire du Front national*). À jouer avec le feu...

La notion de « cordon sanitaire » autour du FN apparaît dans la presse dans le courant de l'année 1987 sous la plume de Jean-Christophe Cambadélis, sans que les ténors socialistes (Jospin, Chevènement) ne soutiennent franchement l'idée (le FN ne leur faisait vraisemblablement pas assez peur). C'est Jacques Chirac, qu'on avait vu plutôt discret sur le sujet lors des alliances de 1983, qui va commencer à matérialiser cette idée. Selon Pascal Perrineau, « Jacques Chirac, après avoir pris quelques positions ambiguës au milieu des années 1980, en est peu à peu venu à considérer que le Front national menaçait la République, ses valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité, et, au-delà, qu'il pouvait mettre en péril l'insertion de la France dans l'Europe et dans le monde ». Ce qui n'empêche pas certains ténors du RPR de continuer à entretenir des alliances (dites « pragmatiques ») droite – FN lors des législatives de 1988.

**Cordon sanitaire, barrage, digue... imperméables et perméables**

Il faut concéder à Chirac une certaine constance sur le sujet lors de la première cohabitation, en interdisant officiellement les alliances avec le FN, ce qui fera hurler Le Pen, dénonçant « un apartheid politique comme si vous pensiez que nous puissions transmettre le sida ! Un sida politique, s'entend... » (du Le Pen dans le texte). Le fameux « détail » (1987) achèvera de convaincre une partie des réticents de « l'infréquentabilité » de Le Pen. Toutefois, certains de ses lieutenants n'auront pas la

même rigueur républicaine, notamment lors des élections régionales de 1998, où la droite dans l'impossibilité d'obtenir la présidence de certaines régions (Picardie, Rhône-Alpes) n'hésite pas à rechercher le soutien du FN. En particulier Charles Millon, réélu à la tête de la région Rhône-Alpes suivant ce mécanisme. Devant le tollé provoqué dans la région par cette alliance, et devant les pressions politiques de son parti, Millon sera contraint à la démission. De même, n'oublions pas que les verts (du moins une partie d'entre eux) n'ont pas toujours fait preuve de vertu républicaine si l'on se souvient du comportement cynique d'Antoine Waechter (candidat vert à la présidentielle de 1988) qui déclarait en 1990 : « (...) Il est alors hors de question de parler de Front républicain contre le Front national ou de se désister pour un candidat quelconque opposé à un candidat frontiste au second tour. » Cette posture provoquera une grave crise au sein du mouvement écologiste qui s'était prononcé depuis longtemps contre les « valeurs » du FN. Le 21 avril 2002, Lionel Jospin est recalé au premier tour de la présidentielle et se fait souffler la place de challenger de Chirac par Le Pen. Ce séisme va profondément troubler le peuple de gauche qui va incarner de lui-même le front républicain en votant massivement pour Chirac (en « se bouchant le nez », pour reprendre l'expression de Dominique Strauss-Kahn) au second tour. Chirac est réélu au second tour avec 82 % des voix (un résultat de République bananière), Le Pen restant scotché à ses 17 % du premier tour. Force est de constater et déplorer le fait que l'invention de gauche du front républicain ait fonctionné, à cette occasion, pour l'unique profit d'un candidat de droite.

**L'effritement**

Le concept du barrage commence à prendre l'eau à partir de l'élection de Sarkozy en 2007 qui orchestre avec le secrétaire général de l'UMP l'idée du « ni-ni » (ni PS, ni FN) notamment lors des élections cantonales de 2011 et qui sanctionne les imprudences de l'UMP qui appellerait au report des voix sur les candidats de gauche. Cela dit, le contexte politique et électoral a changé. Les électeurs semblent de moins en moins prêts à obéir aux injonctions des candidats lors des deuxièmes tours des diverses élections et surtout le FN progresse dans les sondages et dans les élections locales. Les années 2015 à 2022 traduisent une certaine confusion quant à la réalité du concept : si les différents états-majors politiques adoptent des stratégies claires (toujours le « ni-ni » pour l'UMP et « barrage au FN » pour le PS), la réalité sur le terrain électoral est beaucoup plus nuancée. Certains candidats de gauche ou de droite dans les régionales, départementales ou municipales (2014-2015) n'hésitant pas à provoquer des triangulaires (alors que leurs chances d'être élus sont minces) alors que celles-ci profitent souvent aux candidats FN. D'autre part, le RN ne fait plus peur (ou du moins fait moins peur), le « ripolinage » démocrate de Marine Le Pen commençant à produire ses effets (discours social, pro-européen...). De plus, dès cette époque, la

**Notre République imparfaite mérite qu'on lutte pour elle... et rappelons-nous les mots de Churchill : « La démocratie est la pire des régimes... à l'exception de tous les autres. »**

droite commence sa lente mutation idéologique vers les idées du FN (désormais Rassemblement national) qui vont conduire à l'assimilation-digestion par le RN à laquelle nous assistons actuellement.

**Du macronisme vers l'infini et au-delà...**

On le sait, on le constate maintenant, le macronisme n'aura été qu'une parenthèse (et pas enchantée) dans la décomposition de la V<sup>e</sup> République. Et si son élection en 2017 a pu donner l'impression, un temps, qu'elle était le résultat d'un réflexe républicain anti Le Pen (à défaut de front), rappelons-nous qu'Emmanuel Macron a été élu avec un taux d'abstention de près de 30 % au deuxième tour, ce qui relativise donc son score de 66 % des suffrages exprimés. Les législatives qui ont suivi en juin ne risquaient pas d'imposer la nécessité d'un front républicain tant la nouveauté du macronisme a permis au président nouvellement élu de bénéficier d'un effet « prime au gagnant » avec l'arrivée en force des nouveaux députés de la République en marche (314 !). L'usure du pouvoir, l'inconséquence politique, et le « jupitérisme macronien » ont épuisé le sentiment républicain des électeurs qui constatent avec effarement que le bulletin de vote semble ne plus produire d'effet politique tangible. Sa réélection en 2022 (avec cette fois-ci une Marine Le Pen plus près de lui avec 41% des voix) a pu conforter le président dans l'illusion qu'il était le dernier rempart contre le RN, mais il lui faudra bien admettre qu'il ne doit son succès qu'à un dernier réflexe républicain d'une partie des électeurs et certainement pas au bilan de sa politique ou son charisme. Les législatives qui ont suivi ont vu arriver en force les députés du RN (89) renforcés depuis par la dissolution irresponsable de l'Assemblée en 2024 où ils sont désormais 143.

Ces élections ont certes vu la formation du Nouveau front populaire et ont pu nous donner l'illusion pendant quelques mois d'un grand Front républicain, mais les divisions et déchirements traditionnels, symptomatiques de la gauche française semblent nous renvoyer aux pires heures de la République menacée. Comme si les élus de gauche n'étaient plus que des moutons aveuglés par des phares dans la nuit en attendant le choc frontal de l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite. Aujourd'hui, trop de nos concitoyens semblent ne pas savoir, ne plus savoir ce que représente la république et, pire, semblent avoir oublié ce qu'ils lui doivent (ce qui inclut du reste une bonne partie de notre personnel politique) : le suffrage universel, la liberté d'expression, la liberté de culte, l'état de droit, la dimension de service public. Notre République imparfaite et fragile mérite qu'on lutte pour elle... et rappelons-nous les mots de Churchill : « La démocratie est la pire des régimes... à l'exception de tous les autres. » ●

**« Il nous faut établir le principe d'un « pacte démocratique », appelant à dépasser les clivages anciens. [...] et là où les chances de la gauche sont nulles, à voter pour le candidat de droite pour faire battre l'extrême droite. »**

**Michel Rocard en 1985**

c'était en 2025



Depuis 1986, les secteurs d'activité de nos filières ont certainement subi les plus importantes transformations technologiques, industrielles et sociales de ces quarante dernières années en France. Au fil de ses 200 numéros, notre (votre) magazine *Impac* a rendu compte de l'ensemble de ces évolutions et de leur impact sur l'emploi, sur nos compétences professionnelles et les conséquences sociales qui en ont résulté pour des milliers de salariés. Rien n'aura été épargné à nos filières : numérisation, concentration, destruction, fermetures, délocalisation. Les titres des couvertures présentées ici témoignent de ces luttes, des réflexions, des réactions qu'elles ont entraînées. Il ne s'agit pas de les regarder avec nostalgie, mais comme l'illustration du combat permanent de la Filpac CGT, depuis sa création, pour la défense des travailleurs des industries du Livre, du Papier et de la Communication.

LA RÉDACTION / Article publié dans le numéro anniversaire 200





**impac**  
JOURNAL DES TRAVAILLEURS  
DES INDUSTRIES DU LIVRE, DU PAPIER ET DE LA COMMUNICATION

**c'était en 2025**

**Un besoin, un moyen pour vaincre et construire :**  
29 mars, à Strasbourg, il avait, dans la presse, le mot de l'année. Mais dans toute la France, le mot de l'année est la CONFIANCE des régions.

**9 avril : une grande journée pour la presse** PAGES 7 & 10

**impac**  
JOURNAL DES TRAVAILLEURS  
DES INDUSTRIES DU LIVRE, DU PAPIER ET DE LA COMMUNICATION

Réflexion, débat, décision, action...

**4 CONGRÈS 2022**  
22-23 mars 2022  
STRASBOURG

**Notre 4<sup>e</sup> Congrès : DISCUTONS-EN !**

**impac**  
JOURNAL DES TRAVAILLEURS  
DES INDUSTRIES DU LIVRE, DU PAPIER ET DE LA COMMUNICATION

Strasbourg  
Le congrès se passera à l'important lieu de la communication, le siège de la CGT.

**Des choix d'avenir : « OSONS L'AUDACE ! »**

**impac**  
JOURNAL DES TRAVAILLEURS  
DES INDUSTRIES DU LIVRE, DU PAPIER ET DE LA COMMUNICATION

**MESSEURS (QU'ON NOMME GRANDS), NE LES DÉCEVEZ PAS !**

LE 7 MARS, LE CEN S'EST TENU CHEZ JOB À TOULOUSE

**impac**  
JOURNAL DES TRAVAILLEURS  
DES INDUSTRIES DU LIVRE, DU PAPIER ET DE LA COMMUNICATION

**SOYONS CONQUÉRANTS !**

**impac**  
JOURNAL DES TRAVAILLEURS  
DES INDUSTRIES DU LIVRE, DU PAPIER ET DE LA COMMUNICATION

**L'ensauvagement de la presse ?**

**impac**  
JOURNAL DES TRAVAILLEURS  
DES INDUSTRIES DU LIVRE, DU PAPIER ET DE LA COMMUNICATION

**NEUF JOURS DE GRÈVE À CONDAT !**

Les fonds de pension américains débarquent :

**impac**  
JOURNAL DES TRAVAILLEURS  
DES INDUSTRIES DU LIVRE, DU PAPIER ET DE LA COMMUNICATION

**« FRANCE-SOIR » EN GRAND DANGER**

KOSOVO Non à la guerre !

**impac**  
JOURNAL DES TRAVAILLEURS  
DES INDUSTRIES DU LIVRE, DU PAPIER ET DE LA COMMUNICATION

**OCTOBRE 2000 CONGRÈS EXTRAORDINAIRE FILPAC-CGT**

**LE DÉBAT EST LANCÉ**

**impac**  
JOURNAL DES TRAVAILLEURS  
DES INDUSTRIES DU LIVRE, DU PAPIER ET DE LA COMMUNICATION

**Après le 21 juin... Vigilance d'été Mobilisation de rentrée !**

**impac**  
JOURNAL DES TRAVAILLEURS  
DES INDUSTRIES DU LIVRE, DU PAPIER ET DE LA COMMUNICATION

**numérique enfer libéral ou progrès général ?**

**impac**  
JOURNAL DES TRAVAILLEURS  
DES INDUSTRIES DU LIVRE, DU PAPIER ET DE LA COMMUNICATION

**Contributions de la FILPAC au 50<sup>e</sup> congrès de la CGT**

**numérique enfer libéral ou progrès général ?**

**impac**  
JOURNAL DES TRAVAILLEURS  
DES INDUSTRIES DU LIVRE, DU PAPIER ET DE LA COMMUNICATION

**LA SPÉCULATION FINANCIÈRE CONTRE L'EMPLOI**

**ÉCHEC AU PILLAGE**

**impac**  
JOURNAL DES TRAVAILLEURS  
DES INDUSTRIES DU LIVRE, DU PAPIER ET DE LA COMMUNICATION

**au tour de nos salaires !**

**ÉCHEC AU PILLAGE**

**impac**  
JOURNAL DES TRAVAILLEURS  
DES INDUSTRIES DU LIVRE, DU PAPIER ET DE LA COMMUNICATION

**GREVE HISTORIQUE**

**LES 30 ANS DE LA FILPAC-CGT**

**impac**  
LE JOURNAL DES TRAVAILLEURS DES INDUSTRIES DU LIVRE, DU PAPIER ET DE LA COMMUNICATION CGT - www.filpac-cgt.fr

**170**

**LES 30 ANS DE LA FILPAC-CGT**  
LES RAISONS D'UNE UNION

**impac**  
LE JOURNAL DES TRAVAILLEURS DES INDUSTRIES DU LIVRE, DU PAPIER ET DE LA COMMUNICATION CGT - www.filpac-cgt.fr

**178**

**JAUNE OU ROUGE UN MOUVEMENT INEDIT ET PROFOND**

**impac**  
LE JOURNAL DES TRAVAILLEURS DES INDUSTRIES DU LIVRE, DU PAPIER ET DE LA COMMUNICATION CGT - www.filpac-cgt.fr

**184/185**

**IL Y A 150 ANS, LA COMMUNE**

# L'IMPAC ET SON TEMPS : UNE CHRONOLOGIE 1986-2025



**1986**

16 mars : élections législatives, la droite obtient la majorité absolue (de justesse), 37 députés du Front national arrivent à l'assemblée. Chirac Premier ministre.

**12-16 mai : congrès de Bombannes (Gironde), création de la Filpac CGT**, Michel Muller est élu secrétaire général.

**Printemps-automne : conflit imprimerie Chêne Cazèles à Arcueil**, menacée de liquidation.

8 juin : suppression de l'autorisation administrative de licenciement.

27 novembre : sommet des manifestations étudiantes contre la loi Devaquet  
décembre-janvier 87 : les premières ordonnances Seguin sur la modulation du temps de travail sont bloquées par le conseil constitutionnel.

**1983-1990**

**Interminable lutte contre la liquidation de l'Imprimerie Del Duca (Télé poche, Point de vue images du monde, etc.) à Maisons-Alfort, qui, reprise par son personnel en lutte (Daniel Légerot) à partir de 1987 fermera définitivement en 1990.**

**1987**

11 juin : vote de la loi d'aménagement du temps de travail (modulation des horaires et travail continu pour raisons économiques)



**Automne : René Bouyrie, représentant fédéral de la Filpac**, venu soutenir des salariés Kimberly Clark accusés à tort, est tabassé dans le tribunal du Mans par la police.

**1988**

8 mai : réélection de Mitterrand.

**Juin-juillet : conflit emblématique et violent (puis victorieux) avec l'imprimerie Jean Didier qui exigeait le licenciement de 19 délégués CGT.** Le livre CGT décide d'en faire une lutte exemplaire (destruction d'exemplaires imprimés, interruption de livraisons). Jean Didier fera appel à des vigiles armés de fusils à pompe (!) pour faire feu sur les manifestants. Les délégués CGT seront réintégré après négociation entre Roger Lancry (comité intersyndical Livre parisien) et Jean Didier par l'entremise de Jean Miot (syndicat patronal presse parisienne).

**1986-1989**

**Réintégration de Pierre Lebrun, figure emblématique de la lutte des Pap'chap** (nov 83) après 3 ans de lutte pour contester

un licenciement abusif. **Réintégration de Madeleine Fontelle chez Avery SA après 3 ans de lutte**, de pression, de flicage, de harcèlement moral...

**1991**

**Traversée du tunnel sous la Manche (alors en construction) par une délégation du Livre CGT** pour interpeller Robert Maxwell (principal actionnaire) sur le sort de l'imprimerie François.

**1992**

31 janvier : Louis Viannet remplace Henri Krasucki à la tête de la CGT.

**1992**

**6 mois de lutte chez Sopalin pour contester une réorientation de la production qui mettrait 312 salariés sur le carreau.** Lutte qui ira jusqu'à une campagne de boycott des produits validée par les tribunaux qui admettront que le droit de grève peut atteindre cette extrémité.

**1993**

15 mars : + de 3 millions de chômeurs en France, 11 % de la population active.  
28 mars : retour de la droite à l'Assemblée nationale, Balladur Premier ministre.

**1994**

**131 jours de lutte chez Tartas avec le soutien de la population locale et la Filpac. L'emploi a été préservé : 298 CDI.**

**1994**

23 février : décrets d'application sur le CIP (contrat d'insertion professionnelle) qui rémunère les jeunes de moins de 25 ans à 80 % du smic.

**1995**

7 mai : Jacques Chirac est élu président de la République.  
17 mai : Alain Juppé, désigné Premier ministre.



15 novembre : annonce du plan Juppé de réforme de la sécurité sociale.

24 novembre : début de la grève des cheminots contre la réforme Juppé qui fait tache d'huile et s'amplifie en vaste mouvement social général.

21 novembre : sommet social à Matignon, qui conclut le mois de contestation sociale **Début du conflit NMPP (puis Prestalis) qui va subir de multiples plans sociaux et verra le système de distribution équitable de la presse établi en 1945 pulvérisé sur l'autel du profit.**

**Début du démantèlement de l'Imprimerie nationale qui devient une SA avec une disparition progressive des différents sites de production jusqu'en 2007 et de multiples luttes pour préserver l'emploi.**

**1996**

11 juin : loi Robien sur l'aménagement du temps de travail (réduction du temps de travail pour permettre de nouvelles embauches ou éviter le plan de licenciement). Elle sera effacée par la loi sur les 35 heures.

**1997**

1<sup>er</sup> juin : victoire de la gauche aux législatives qui ont suivi la dissolution du 21 avril. Jospin Premier ministre.  
**20 mois de lutte chez Morel Barneron Valreas.**

**1998**

13 juin : vote de la loi Aubry sur les 35 heures, applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 99 dans les entreprises de plus de 20 salariés et obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2002 dans toutes les entreprises.

**1999**

5 février : Bernard Thibault remplace Louis Viannet à la tête de la CGT.

**2001**

**15 avril : fermeture de Job à Toulouse après 6 années de lutte.** Les salariés arrachent un plan social de qualité avec des garanties d'accompagnement. Le site industriel sera sauvegardé et inclus dans un programme patrimonial local de qualité conduit par l'association l'Après-Job.

**2002**

21 avril : Le Pen au deuxième tour de la présidentielle, Jospin quitte la politique. Chirac réélu avec un score de République bananière (82 %).

16 juin : la droite obtient la majorité absolue à l'Assemblée.

**Luttes exemplaires pour sauver 960 emplois sur les sites des Cartonnages de France** (Saint-Germain, Cholet, Strasbourg) repris par un groupe suédois. Seul le site de Cholet sera sauvé.

**2003**

7 mars : Dominique de Villepin prononce un discours contre la guerre en Irak à l'ONU.

**2005**

27 octobre-2 novembre : émeutes dans les banlieues françaises à la suite de la mort de deux mineurs pourchassés par la police et électrocutés dans un transformateur électrique.

**2006**

16 janvier : présentation du CPE (contrat première embauche) par Villepin. Le mouvement de contestation à cette mesure durera 2 mois.

Le 28 mars, c'est 3 millions de personnes qui défilent dans les rues de France contre le CPE.

**Stora Enso Corbehem est démantelé progressivement par la maison mère pour délocaliser la production en Amérique latine. Près de mille salariés lutteront durant près de 8 ans pour sauver le site.**

**2007**

6 mai : Sarkozy est élu avec 53 % des voix président de la République.  
17 mai : François Fillon nommé Premier ministre.

**2008**

**Les Papeteries de Voiron deviennent Vertaris sauvées par l'énergie du syndicat local CGT et de salariés qui perpétuent la production.**



**2009**

19 mars : La mobilisation interprofessionnelle, organisée à l'appel des huit organisations syndicales (CGT, CFDT, FO, Solidaires, etc.) et portant sur l'emploi et le pouvoir d'achat, rassemble, dans plus de deux cents villes en France, entre 1,2 million et 3 millions de personnes.

**À l'annonce de la fermeture du site, les 350 salariés de MReal Alizay se mobilisent avec le soutien de la population et des élus.** La mairie et le CG éviteront la fermeture en rachetant l'entreprise et en la revendant à un repreneur évitant la stratégie de fermeture des propriétaires initiaux.

**2010**

Février : Marc Peyrade remplace Michel Muller à la tête de la Filpac CGT.

**Luttes à RotoGaronne, Mediapost Wittenheim, Europac Papeterie de Rouen...**

16 avril > mai 2010 : le mouvement social contre la réforme des retraites en France en 2010 (l'âge légal devant passer de 60 à 62 ans) a mobilisé à huit reprises plusieurs millions de salariés dans les secteurs public et privé.

**2012**

6 mai : élection de François Hollande à la présidence de la République.

17 juin : élections législatives, le PS obtient la majorité absolue.

**Lutte pour sauver Hélio Corbeil : les 80 salariés mettent en place une coopérative et redémarrent l'activité.**

**2013**

1<sup>er</sup> janvier : entrée en vigueur du CICE (Crédit d'impôt pour la collectivité et l'emploi), destiné à relancer l'investissement et la création d'emplois, il va être détourné grossièrement par les grandes entreprises qui vont littéralement se goinfrer et faire de l'optimisation fiscale.

Mars : Thierry Lepaon remplace Bernard Thibault à la tête de la CGT.

16-29 avril : présentation et validation du plan d'économie de 50 milliards d'euros : gel des prestations sociales, du point d'indice des fonctionnaires, et des retraites,



réduction de 10 % des dotations de l'État aux collectivités locales.

Octobre : en Bretagne, mouvement des bonnets rouges contre l'écotaxe (taxation des poids lourds). Le gouvernement recule et supprime l'écotaxe.

#### 2014

**10 avril : Le conflit chez Arjo Wizernes commence (il va durer deux ans) pour sauvegarder l'activité papetière.**

**14 novembre : nouvelle restructuration de Chapelle Darblay. UPM (le repreneur) décide de l'arrêt d'une des machines (à papier journal) avec 196 licenciements. Baladés par les pouvoirs publics, les salariés n'auront été soutenus que par les mairies communistes du bassin (Oissel, Grand-Couronne, Saint-Étienne-du-Rouvray...).**

#### 2015

7 janvier : attaque terroriste à Charlie Hebdo (12 morts.)

Février : Philippe Martinez remplace Thierry Lepaon (démissionnaire pour faits d'abus de biens sociaux) à la tête de la CGT.

11 juillet : loi Macron, fourre-tout de relance

qui légalise le travail le dimanche, étend le travail de nuit, plafonne les indemnités de licenciement et dérègle les tarifs des professions réglementées.

13 novembre : attaque terroriste au Bataclan et aux terrasses de l'est parisien (130 morts).

#### 2016

**Mars : réélu en novembre 2015 lors du 8<sup>e</sup> Congrès, Marc Peyrade démissionne de ses fonctions (pour raisons de santé), Patrick Bauret est élu secrétaire général de la Filpac CGT.**

17 avril : loi El Khomri dite loi Travail qui permet aux entreprises de s'affranchir des normes pour moduler le temps de travail et les conditions du licenciement. Extension de la primauté de l'accord d'entreprise sur l'accord de branche dans le domaine des salaires. Simplification du Code du travail, réformation de la saisine des Prud'hommes, plafonnement des indemnités de licenciement, fusion des postes de représentants du personnel.

31 mars - début mai : Nuit debout place de la République contre la loi Travail.

16 mai-14 juin : manifestations monstres dans tout le pays contre ces lois.

5 juillet 2016 : le texte est définitivement adopté via l'art. 49-3.

**26 août 2016 : décès de Marc Peyrade**  
**Dépôt de bilan de Paris Normandie, les salariés avec le soutien du syndicat CGT élaborent une SCIC (Société coopérative d'intérêt collectif) pour sauvegarder les emplois.**

**Après plus de deux ans de harcèlement et de placardisation, le tribunal de Bobigny établit qu'Aldo Pometti est victime de harcèlement et de discrimination syndicale et condamne l'employeur à le réintégrer avec dédommagements.**

**7 décembre : premières assises des Métiers de l'imprimerie organisées par la Filpac à Montreuil.**

**8 décembre 2016 : 30 ans de la Filpac.**

#### 2017

7 mai : élection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République

**18 mai : Assises du Livre organisées par la Filpac à Montreuil.**

22 septembre : réforme du Code du travail par ordonnances. Création du CSE qui remplace le CE et le CHSCT. Négociations directes dans les PME entre patrons et salariés en dehors des accords de branche.

Septembre-octobre : nouvelles manifestations contre ces suites de la loi Travail.  
**Octobre : Philippe Carli, nouveau pdg du groupe Ebra (ancien pôle presse Crédit mutuel) entame sa stratégie de réduction**

**des effectifs, regroupements de centres d'impression, rétrécissement de la distribution de la PQR Grand Est, la Filpac organise la résistance.**

**Octobre : les salariés de Paris Normandie, avec le soutien de la Filpac, mettent en place une SCIC pour contrer le groupe Rossel qui voulait mettre la main sur le titre et supprimer près de 90 emplois.**

**Octobre : Arjo Wizernes toujours en lutte après 44 mois de mobilisation et d'occupation du site.**

**Décembre : suite à des conditions de travail et de sécurité dégradées, les salariés de Chapelle Darblay font valoir leur droit de retrait.**

#### 2018

18 octobre : début du mouvement spontané des gilets jaunes, motivés initialement par une énième hausse des carburants. Le mouvement organisé via les réseaux sociaux s'étend sur tout le pays.

Octobre 2018-mars 2019 : manifestations (souvent violentes) tous les samedis. Le mouvement, incapable de s'organiser politiquement, finira par s'essouffler faute de leader charismatique.

**11 septembre 2018 : après 1615 jours de lutte, Wizernes est repris par le groupe Wizpaper, Sequana jette l'éponge, une partie des emplois est temporairement préservée.**

**21 novembre : Chapelle Darblay fête 90 ans de luttes sociales et d'histoire industrielle.**

#### 2019

18 juillet : rapport remis au Premier ministre pour une nouvelle réforme des retraites (64 ans).

5 décembre : première manifestation de plus de 1 million de personnes contre cette réforme.

Décembre-janvier 2020 : plusieurs journées nationales de manifestations qui rassembleront près de 5 millions de personnes dans tout le pays. Grèves dans les transports.

**16 janvier : liquidation de l'imprimerie Crèvecoeur de Jouy-en-Morin, spécialisée dans l'impression de documents officiels (cartes grises, passeports, cartes d'identité...) : 220 salariés sur le carreau.**

**6 avril : la CSTP (Chambre syndicale de la typo parisienne) devenue info'com fête ses 180 ans !**

**11 octobre : Alice Gorlier, responsable syndicale chez Ondulys est licenciée après deux ans de harcèlement, pressions et menaces, malgré l'avis défavorable de l'inspection du travail.**

**20 novembre : le groupe UPM annonce la fermeture de Chapelle Darblay.**

#### 2020

Janvier : début de la pandémie de covid-19 (qui va interrompre toute forme de contestation sociale).

17 mars-11 mai : premier confinement, couvre-feu, autorisations de sorties limitées, etc.

30 octobre-15 décembre : deuxième confinement... En 2021, l'épidémie aura tué près de 116 000 français, provoqué l'hospitalisation de 460 000 personnes et profondément affecté notre système de santé.

**Avril : le 9<sup>e</sup> congrès de la Filpac est reporté « sine die ».**

**6 octobre : Alice Gorlier est condamnée en correctionnelle pour injure publique suite à un dessin de Rust pas du tout apprécié (et mal interprété) par le directeur Éric Gheysens. Alice fait appel.**

#### 2021

Janvier : Covid 19, troisième couvre-feu renforcé sur l'ensemble du territoire. Déconfinement, reconfinement de certains départements, la plaisanterie va durer près de 6 mois.

Avril : Impac sort un numéro consacré au 150<sup>e</sup> anniversaire de La Commune de Paris.

**18 octobre : suite du feuilleton grotesque Ondulys contre Alice Gorlier qui est enfin relaxée de l'accusation d'injure publique en appel.**

**18 novembre : la Filpac organise un forum du journalisme pour dresser un état des lieux (métiers, influence du web, censure, etc.)**

#### 2022

24 avril : réélection d'Emmanuel Macron.

16 mai : Elisabeth Borne, Première ministre

19 juin : second tour des législatives, majorité relative pour la République en marche.

Décembre : à la fin de ce mois, Elisabeth Borne aura eu recours près de 10 fois au 49.3 pour faire passer ses textes.

**Mars : Le projet de reprise d'une partie des activités de la papeterie de Bègles, porté par un collectif où la Filpac CGT était bien représentée, tombe à l'eau. En cause : l'inertie politique et la surdité sélective d'Etex et des politiques locaux.**  
**4-8 avril : 9<sup>e</sup> congrès de la Filpac, Carlos Tunon est élu secrétaire général et remplace Patrick Bauret à la tête de la Filpac CGT.**

#### 2023

10 janvier : Elisabeth Borne, présente son projet de réforme des retraites.

19 janvier : début des manifestations contre la réforme des retraites avec près de 2 millions de manifestants ce jour.

7-20 mars : journées de manifestations contre la réforme avec un pic le 20 avec 3,5 millions de manifestants.

31 mars : Sophie Binet (première femme élue à la tête de la CGT) remplace Philippe Martinez.

14 avril : le conseil constitutionnel valide l'essentiel de la réforme qui est promulguée peu après.

Octobre : l'Élysée lance les États généraux de l'information censés réinventer l'information en France avec la participation des grands propriétaires des médias et leurs salariés, mais... pas les syndicats représentatifs de la filière.

**Juillet : la papeterie de Stenay sauve (temporairement) ses 130 emplois, devient Stenpa, grâce à l'action de la Filpac CGT et échappe à l'actionnaire Alhstrom.**

#### 2024

9 janvier : Gabriel Attal est nommé Premier ministre.

**Mars : création de la section Filpac CGT Puy-de-Dôme (63).**

9 juin : élections européennes et succès du RN, Macron annonce la dissolution de l'Assemblée.

**Avril : Stenay ne fêtera pas cette année, comme prévu, les cent ans de sa papete : Accursia, le repreneur jette l'éponge (sabotage calculé avec Alhstrom ?) et met 124 salariés sur le carreau.**

**Juin : Les dirigeants de RDM Blendecques (Nord-Pas-de-Calais) veulent mettre la clé sous la porte. Plus de 170 emplois sont menacés. Les arguments économiques avancés ne tiennent pas la route. Une étude d'une agence de notation met en exergue les mensonges de la direction.**

**Juin : Tartas fête les 30 ans de la lutte de 1994.**

**Juin : la Filpac lance le Filpac Tour Presse pour aller à la rencontre des professionnels de la presse.**

**Juillet : Gascogne fête les 10 ans de la reprise de l'entreprise et la sauvegarde de 1000 emplois grâce à la ténacité de la Filpac CGT et de l'intersyndicale unie.**

7 juillet : deuxième tour des élections législatives, majorité relative de la gauche, la RN n'est pas en position de postuler pour diriger le gouvernement. Début de l'interminable « gestion des affaires courantes » au cours de l'été, Macron consulte mais écarte l'hypothèse d'un ou d'une Premier.e ministre de gauche

26 juillet-11 août : parenthèse des JO de Paris.  
5-21 septembre, Barnier nommé Premier ministre (enfin) forme son gouvernement.  
15 septembre : les conclusions des États généraux de l'information sont rendues

par leurs rapporteurs, 7 millions d'euros d'organisation dépensés sur 2 ans pour apprendre que tout change mais que rien ne change...

**10 octobre : la Filpac organise les Assises du Handicap.**

**Octobre : liquidation chaotique et scandaleuse de Milee (distribution), 10 000 salariés licenciés en 2 fois, dont 1/3 sans document de licenciement ni indemnités. Multiples procédures encore en cours...**

4 décembre, Barnier renversé par une motion de censure votée par la gauche et le RN.

13 décembre : Bayrou nommé Premier ministre.

#### 2025

1<sup>er</sup> janvier : La Polynésie n'a plus accès à la presse papier. Ni le distributeur, ni les autorités locales ne semblent troublés à l'idée de violer le droit d'accès à l'information.

31 mars : Marine Le Pen est condamnée à une peine d'inéligibilité de 5 ans...

*Il ne nous pas été possible de réunir l'intégralité des noms, des dates et des lieux des nombreuses luttes auxquelles ont pris part les militants de la Filpac depuis la première parution de l'Impac. Que les « oubliés » veulent bien nous en excuser, nous savons leur détermination et leur engagement sur toutes les luttes auxquelles a pris part la Filpac. LA RÉDACTION*



# Rédaction artificielle

**L'intelligence artificielle aura-t-elle un jour le prix Albert-Londres ? Certainement pas. Pourtant, elle s'invite de plus en plus dans les rédactions. Poussée par des directions de journaux trop heureuses de réaliser quelques économies.**

JÉRÉMIE DEMAY

à chaque fois, les mêmes arguments ressortent, bien emballés dans leur papier cadeau technologique : gagner du temps, simplifier le travail, enrichir les services pour les lecteurs. De jolies fadaïses. Derrière ces promesses bien huilées se cache un objectif autrement plus prosaïque, remplacer certains journalistes par de l'IA générative. Qu'elles s'appellent ChatGPT, Claude, Mistral ou autre, ces machines savent déjà remplir des pages entières. Rapidement, facilement, et surtout sans jamais fâcher un annonceur. Il suffit d'entrer un communiqué de presse, ou mieux encore, un dossier de presse complet, et de demander un article au format souhaité. Le

robot mouline, et le tour est joué. À *Ouest-France*, et pas seulement, l'IA inquiète : « *La CGT insiste pour que l'intelligence artificielle générative (IAG) soit analysée sous tous les angles, visibles comme invisibles, et ce, en amont, afin d'éviter aux salariés de revivre les effets néfastes et non maîtrisés observés lors du passage au web first, notamment l'intensification du travail. La direction, elle, estime avoir la capacité de dire si oui ou non il y aura des impacts, mais sans étude ni indicateur à l'appui.* »

**Mais l'IA nourrit déjà un fantasme puissant chez certains éditeurs, celui d'un journalisme parfaitement neutre, sans aspérités, sans subjectivité, sans journalistes.**



## Distance entre les salariés

Dans le groupe, une IA maison est déjà testée. « *Aujourd'hui, sont industrialisés à la rédaction via l'outil Eidos : la suggestion automatique de tags et le résumé en trois points. Du côté commercial, la fabrication automatique de quiz qui proposent des tests de connaissance sur nos contenus éditoriaux. Mais tout cela se fait sur la base du volontariat* », claironne la direction. Or c'est précisément là que le bât blesse. Car, insidieusement, « *les salariés risquent de se distancer les uns des autres* ». Ceux qui utilisent l'IA iront plus vite, produiront davantage, et creuseront l'écart avec les autres. Résultat, des inégalités dans l'évolution des carrières et une dévaluation programmée des compétences... que les salariés auront eux-mêmes contribué à organiser. « *Telle une dévaluation des compétences programmée de salariés et ce, de leur propre fait !* », écrivent les représentants Filpac CGT du personnel.

## 20 % de questions sans réponse

Pour les 24 Heures du Mans, la direction a même lancé un « *agent conversationnel* » chargé de répondre aux lecteurs 24 heures sur 24. « *Il permet de poser des questions sur les contenus du groupe publiés depuis un an ayant le tag 24 Heures du Mans.* » Résultat : 20 % des questions posées à ce robot sont restées sans réponse. Une « *proximité supplémentaire* » et une « *interactivité augmentée* », assure pourtant la direction. Mais derrière ce gadget technologique se cache surtout un laboratoire grandeur nature : mesurer « *la capacité à faire* », « *essayer les défis techniques* », « *tester l'appétence et la manière d'utilisation des internautes* ». Le robot, baptisé Topo, aurait déjà fait ses preuves. Il aurait même bientôt de nouvelles missions dans le sport ou lors des prochaines élections municipales. Objectif final, installer durablement la machine pour répondre à l'actualité chaude. C'est du moins ce que dénonce la Filpac CGT. Car l'IA ne se contente pas de menacer l'emploi. Elle menace aussi la nature même du journalisme. En remplaçant les travailleurs par des algorithmes, elle détruit, et détruira, un grand nombre de métiers. Mais surtout, elle réduit l'information à une simple transmission de données. Comme si informer consistait uniquement à recycler des communiqués...

## Distinguer l'information de la propagande

Or le journalisme ne se résume pas à cela. Sa fonction première est d'offrir aux citoyens des clés de compréhension du monde qui les entoure. Une nuance essentielle : c'est précisément ce qui distingue l'information de la propagande. Prenons l'exemple d'une manifestation. Un compte rendu rédigé par une IA alignera sagement les chiffres. Nombre de manifestants

selon la police et les organisateurs, parcours du cortège, revendications affichées, présence éventuelle d'incidents. Une sorte de fiche technique. Mais sur les raisons profondes du mouvement, le contexte politique ou social dans lequel il s'inscrit, silence radio. L'algorithme ne peut ni interroger les manifestants, ni saisir leurs colères, ni décrire l'atmosphère d'un cortège. Il ne peut pas sentir la tension monter, ni comprendre ce qui se joue réellement dans la rue. Si des violences éclatent avant, pendant ou après la manifestation, il y a peu de chances que la complexité des faits survive à la moulinette algorithmique.

## Journalisme sans journalistes

Bref, pour l'instant, les machines ne remplacent pas les journalistes. Mais elles nourrissent déjà un fantasme puissant chez certains éditeurs, celui d'un journalisme parfaitement neutre, sans aspérités, sans subjectivité, sans journalistes. Un journalisme sans journalistes, en somme. Heureusement, tant que l'information restera portée par des humains, ce rêve-là restera une fiction. Pour éviter ce naufrage, il ne suffit pas d'imaginer bannir l'intelligence artificielle comme serait effacé un mot d'un dictionnaire. L'IA existe et continuera d'exister. La question n'est donc pas de la faire disparaître, mais de la remettre à sa place. Cet outil peut rendre des services précis, traduire des documents, par exemple, ou effectuer certaines tâches techniques. Mais en aucun cas il ne doit servir à rédiger des articles, organiser la pensée, hiérarchiser l'information ou même trouver des titres. Car à ce moment-là, ce n'est plus une assistance, c'est une substitution. Derrière cette substitution se profile une conséquence très grave : la déshumanisation de l'information. Un journalisme fabriqué par des algorithmes ne produit plus du journalisme. Il fabrique un flux. Un contenu lisse et interchangeable. Or l'information n'est pas une chaîne de montage. Elle est un travail humain, fait d'observation, de doute, d'intuition et parfois de courage. Il faut aussi rappeler une évidence que l'enthousiasme technologique tente de faire oublier. Utiliser son cerveau n'est ni polluant ni énergivore. Surtout, il n'est pas soumis aux intérêts de grandes firmes technologiques ni aux lobbys étrangers qui contrôlent aujourd'hui la plupart de ces outils. Bref, penser par soi-même reste encore la technologie la plus fiable dont disposent les journalistes. La seule qui garantisse que l'information demeure une œuvre humaine et non un produit industriel. ●

# LA RÉVOLUTION DE 1848

## ou l'éphémère Seconde République

• PREMIÈRE PARTIE / 22 février - 26 juin 1848  
(De la chute de Louis-Philippe aux journées de juin) •

À l'heure où s'approche une échéance électorale cruciale et où une partie de nos concitoyens semble ne pas savoir, ne plus savoir ce qu'est la République, tant elle les a déçus, il nous a semblé important de rappeler ce que nous devons à cette révolution de 1848 injustement oubliée mais déterminante dans la construction républicaine de notre pays.

La barricade de la rue de La Folie-Méricourt aux journées de juin 1848



GEORGES KAPLAN

Aujourd'hui, des noms comme François Arago, François Raspail, Alexandre Ledru-Rollin, Louis Blanc, Armand Barbès et Auguste Blanqui ne semblent plus évoquer que des rues, des boulevards, des stations de métro (et pas qu'à Paris). Ces noms ne sont pas des abstractions ou des ectoplasmes. Tous républicains, et tous acteurs de la Seconde République, ils ont pris et fait leur part lors de la Révolution de 1848, ont élaboré des réformes déterminantes et ont contribué à la disparition définitive de la monarchie en France.

### La monarchie de juillet, une monarchie parlementaire immobile et non représentative

La monarchie de juillet suit la Révolution de 1830 (et les trois glorieuses, 27, 28, 29 juillet, d'où son nom) qui a chassé l'absolutiste Charles X et mis sur le trône son cousin, Louis-Philippe d'Orléans, a priori plus progressiste. Cette révolution confisquée par la grande bourgeoisie et l'aristocratie orléaniste (les républicains du moment s'étant révélés incapables de former un gouvernement et s'étant fait coiffer au poteau) met en place une monarchie parlementaire de type anglais (c'était du moins le projet des constituants). Mais le nouveau régime va très vite s'écarter du modèle anglais et dériver vers un régime conservateur qui écarte de la vie politique tout élément populaire, s'appuyant sur la haute bourgeoisie, aisée et instruite et brisant par la force les insurrections populaires. La monarchie de juillet va se révéler très moyennement parlementaire et absolument pas représentative.

Le nouveau roi, personnification de cette haute bourgeoisie portée au pouvoir par 1830, affiche un comportement bonhomme, de simple bourgeois, une sorte de roi citoyen, proche de ses sujets. Rien n'est plus faux. Imbu de lui-même, convaincu de sa supériorité, il va louvoyer entre les différents courants politiques monarchistes pour affermir son pouvoir personnel, notamment en organisant une instabilité ministérielle quasi permanente (diviser pour mieux régner). Comme le rapporte Charles de Rémusat, qui fut un de ses ministres des Affaires étrangères : « Ce qu'il pardonnait le moins au régime constitutionnel et à ses prosélytes orthodoxes, c'était la prétention de tenter de l'effacer, lui, le roi... Il revendiquait dans chaque occasion sa part d'influence et de réputation... C'était encore plus par vanité qu'ambition ; car il avait une grande idée de lui-même, se croyait propre à tout faire et ne pouvait souffrir qu'on eût la prétention de mieux faire, ou qu'on méconnût sa supériorité. Il estimait les gens à proportion du cas qu'ils faisaient de lui et ne gardait rancune

qu'à ceux qui ne le comptaient pour rien. » Bref, arrogant, prétentieux, méprisant et opposé à toute évolution du régime. Pour gouverner, Louis-Philippe s'appuie sur le très raide et très fidèle François Guizot, son président du Conseil et ministre des Affaires étrangères. Aussi, prétentieux et arrogant que son patron, hystériquement antirépublicain (son père a été guillotiné sous la terreur) Guizot va déployer pendant près de quinze ans une énergie extraordinaire pour s'opposer à tout progrès social, à la liberté de la presse, et surtout, à toute réforme du système électoral, qui à l'époque est censitaire. Il faut payer au moins 200 F d'impôt par an pour être électeur et 1000 F pour être éligible. Sachant que le salaire d'un ouvrier est en moyenne de 1 F par jour, faites le calcul... De ce fait, 2/3 des Français sont donc totalement exclus du droit de vote. Cette obscénité politique et civique ne pouvait pas durer plus longtemps, surtout dans un pays qui avait fait déjà deux fois la révolution (1789, 1830).

### Le suffrage censitaire, un principe de scrutin totalement inégalitaire

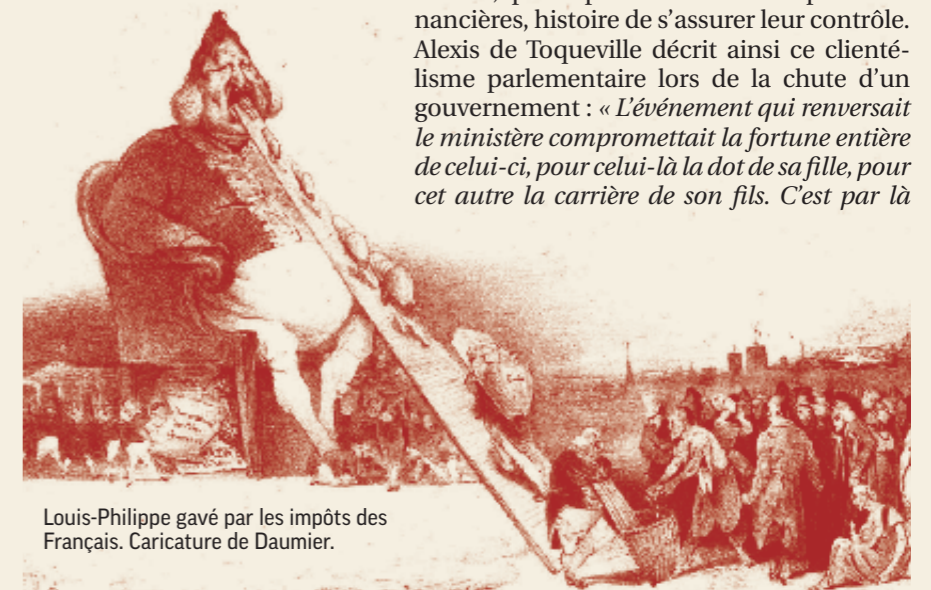
En 1845, la France compte près de 35,5 millions d'habitants pour seulement 240 000 électeurs (cherchez l'erreur...). Les électeurs sont donc grands propriétaires, négociants, notaires, avocats, médecins, bref l'essentiel de la bourgeoisie et de l'aristocratie de l'époque. Pire, la répartition des électeurs est totalement déséquilibrée : certains départements, notamment ceux des grandes terres agricoles (Marne, Seine-et-Marne, Loiret, Somme) comptent plus d'électeurs (sans tenir compte du nombre d'habitants, les départements cités n'étant pas les plus peuplés) que les départements isolés et de petits domaines agricoles (Creuse, Gard, Tarn).

La représentation nationale ne représente donc pas vraiment la nation. De plus, ce système fait des députés des obligés vis-à-vis de leurs électeurs, dont certains ne se gênent pas pour exercer des pressions sur les élus pour défendre leurs intérêts ou pour obtenir d'autres avantages qui concernent leurs activités et en particulier lorsque ces derniers viennent à se représenter devant eux lors des élections. On a les électeurs qu'on mérite...

Ce « clientélisme » se répète à la Chambre des députés, Guizot pratiquant une forme de corruption électorale en accordant aux députés des faveurs, postes, pensions, décorations, participation à des entreprises financières, histoire de s'assurer leur contrôle. Alexis de Toqueville décrit ainsi ce clientélisme parlementaire lors de la chute d'un gouvernement : « L'événement qui renversait le ministère compromettait la fortune entière de celui-ci, pour celui-là la dot de sa fille, pour cet autre la carrière de son fils. C'est par là

« (...) car il avait une grande idée de lui-même, se croyait propre à tout faire et ne pouvait souffrir qu'on eût la prétention de mieux faire (...) »

Charles de Rémusat



Louis-Philippe gavé par les impôts des Français. Caricature de Daumier.

qu'on les tenait presque tous. Je voyais de mon banc, cette foule ondulante, j'apercevais la surprise, la colère, la peur, la cupidité... Je comparais tous ces législateurs à une meute de chiens qu'on arrache, la gueule à moitié pleine, à la curée.»

Avantages, privilèges, rang, complaisance, corruption passive, chantage, tel était le quotidien de la bourgeoisie électorale et de la bourgeoisie tout court dans la France de la monarchie de juillet. Bourgeoisie médiocre que Balzac a très bien décrite dans les différents chapitres de sa *Condition humaine* (Eugénie Grandet, Le père Goriot, Le curé de Tours...).

### Ouvriers et paysans en souffrance

On estime à cette époque la population ouvrière à plus de 3,5 millions d'individus, surtout regroupés dans les grands bassins industriels des textiles, mines et industries sidérurgiques naissantes (Île de France, Est, Nord). En 1848, on s'épuise, on a faim, on meurt prématurément dans les chantiers des débuts de cette révolution industrielle. Les salaires sont misérables, les conditions de travail épouvantables, il n'existe aucune protection sociale. Chez les ouvriers, comme chez les paysans, le travail des enfants est la règle : en France, en 1830, près d'un enfant au travail sur 4 meurt avant l'âge de 15 ans et près de 11 % d'entre eux sont esclavagisés dans les mines. Si le monde ouvrier n'est pas encore pleinement acquis aux idées républicaines et socialistes (théories encore discrètes sous la Restauration) qui peinent à se diffuser parmi eux, il a, par contre déjà, la conscience aiguë de sa condition misérable et de son exploitation. La question sociale va peu à peu envahir la presse et la littérature et révéler la misère ouvrière. Les premières grèves apparaissent dans la décennie 1840, mais le mouvement ouvrier est trop embryonnaire pour être une menace pour les institutions en place.

Les paysans ne sont pas logés à meilleure enseigne. Ils sont 23,5 millions. Malgré les bouleversements apportés par la Révolution française sur les terres agricoles (expropriation du clergé et confiscation des biens de la noblesse), les grands domaines restent la norme et il demeure beaucoup de paysans pauvres au village. Il n'y a pas toujours pas de code rural

et les paysans peinent à trouver de quoi compenser en nature (cueillette, bois morts) les maigres revenus de leur travail dans les domaines. La répétition de mauvaises années de récoltes et de disettes tout au long des années 1840 n'arrangent en rien leur situation. Misère et archaïsmes ruraux sont le quotidien des paysans qui partagent avec les ouvriers l'analphabétisme et l'illettrisme (40 % de la population ne sait ni lire, ni écrire et 20 % est illettrée). 27 millions de paysans et d'ouvriers sont donc politiquement et civiquement totalement invisibilisés.

### Et la République ?

On en rêve, on en parle, on débat, on imprime, on diffuse ses idées. Les républicains sont les adversaires politiques absolus de la monarchie de juillet et donc les hommes à abattre... Il n'y a pas de parti républicain en 1848 au sens où on l'entend aujourd'hui. Du reste, l'usage même du mot est strictement interdit et peut valoir à ses utilisateurs censure et prison. Il y a une mouvance républicaine, encore fragile mais qui s'exprime à la Chambre des députés, dans les journaux et dans de multiples associations (parfois clandestines comme la Société des Amis du Peuple, la Société des Droits de l'homme...). Son porte-parole le plus en vue est Alexandre Ledru-Rollin, avocat, député de la Sarthe, convaincu qu'utiliser la législation pour combattre la misère est une nécessité. Autre figure incontournable, François Arago, grand bourgeois de province progressiste, brillant mathématicien et enseignant à Polytechnique, apporte son prestige de scientifique au mouvement républicain. Citons encore le poète Lamartine, Garnier-Pagès. Ils ne sont qu'une douzaine à la Chambre des députés mais leurs voix portent au-delà pour réclamer l'élargissement du suffrage, le progrès social, la liberté d'expression et la fin de la censure. Et il y a les purs et les durs en dehors du jeu parlementaire, à l'extrême gauche, qui veulent abattre définitivement la monarchie et attendent avec impatience la République : Auguste Blanqui, François Raspail, Armand Barbès, Louis Blanc. Mais surtout, tous sans exception s'expriment dans les journaux...

La presse, du fait des progrès techniques (lithographie, pre-

mières rotatives, fabrication du papier en continu) est désormais devenue en l'espace d'une vingtaine d'années un redoutable pouvoir que les gouvernements successifs de Louis-Philippe peinent à museler malgré le déluge de procès, d'interdictions de parutions, d'arrestations, d'amendes et de peines de prison qui s'abattent sur les rédacteurs en chef, les journalistes et les caricaturistes. Les républicains ont deux titres phares pour développer leurs critiques du régime : *Le National* (plus polémique que radical) et *La Réforme* (plus opposé au régime et ouvert aux théories de progrès social).

### De la répression à la campagne des banquets

Le règne de Louis-Philippe va être ponctué de nombreuses révoltes ou tentatives d'insurrection, toutes violemment réprimées et qui illustrent assez bien l'impopularité du régime.

En 1831, les canuts de Lyon (ouvriers de la soie payés à la tâche) se révoltent à la suite de la réduction drastique de leurs tarifs et occupent la ville qui est reprise brutalement par l'armée (600 morts). En juin 1832, une adresse critique au gouvernement provoque une manifestation qui dégénère en insurrection brutalement réprimée par la troupe (200 morts). Deuxième acte en avril 1834 pour les canuts, pour des motifs plus sociaux et politiques qu'économiques : l'armée envoyée par Adolphe Thiers écrase l'insurrection (plus de 1 000 tués). Le 14 avril 1834, le massacre de la rue Transnonain (vers la rue Beaubourg à Paris) va incontestablement marquer les esprits. À la suite de manifestations organisées par la Société des Droits de l'homme, la veille, consécutives à la répression des canuts, des barricades sont élevées dans le quartier Saint-Merri et la troupe est envoyée pour les disperser. Un officier est soi-disant blessé par un tir venant d'un immeuble, une dizaine d'habitants de l'immeuble sont immédiatement massacrés à la baïonnette. Cette répression aveugle aura un retentissement national et Daumier en fera une célèbre illustration (largement diffusée dans la presse) qui discréditera durablement le régime. Enfin en 1839, la Société des saisons, association républicaine secrète créée par Blanqui et Barbès lance une insurrection pour renverser le régime. Mal préparée, trouvant peu de soutien dans la population de Paris, elle est vite écrasée (80 morts). S'ensuit une avalanche de procès qui envoient Barbès et Blanqui au bagne (au Mont Saint-Michel, sordide prison insalubre à l'époque). C'est donc dans une atmosphère d'extrême tension et de critiques violentes du régime « louis-philippard » que se lance la campagne des banquets au mois de juillet 1847. Face à l'interdiction de se rassembler dans des espaces publics pour débattre de politique, les opposants au régime imaginent de créer des banquets (qui rassemblent au moins 300 personnes à chaque fois) où l'on portera des toasts à la réforme du mode de scrutin, au progrès social et à la République. Si le gouvernement se moque de ces bacchanales au début, il va vite déchanter devant leur succès. Il s'en tient près de 70 dans toute la France et un dernier à Paris, place de la Concorde, doit conclure la campagne le 22 février 1848. Pour faire quoi après ?



**La fusillade fait près d'une vingtaine de tués et des dizaines de blessés. La nouvelle arrive vers 22 heures aux tuileries et provoque la stupeur dans le premier cercle du roi qui réalise enfin que son trône est en train de vaciller.**

« La promenade des morts » dans Paris après la fusillade du boulevard des Capucines dans la nuit du 23 au 24 février 1848.

Guizot réagit et le fait interdire le 14 janvier. Les organisateurs maintiennent la date du 22, puis reculent (à l'exception de Lamartine et d'autres députés) lorsque Guizot réitère l'interdiction le 21 janvier. Le gouvernement a la fusillade facile, on peut comprendre leurs hésitations. C'est trop tard, la foule se rassemble sur les boulevards le 22 février...

### 72 heures pour faire tomber la monarchie

À l'annonce de l'interdiction réitérée du banquet de la place de la Concorde, ouvriers des quartiers est, étudiants et bourgeois progressistes se mobilisent et décident de se rassembler entre la Madeleine et la Concorde (les leaders républicains n'ont pas eu à beaucoup les pousser pour que le mouvement soit spontané). Louis-Philippe à l'annonce de cette nouvelle manifestation, appelle la troupe et la garde nationale pour contrôler le mouvement (respectivement 30 et 40 000 hommes). La troupe semble prendre le dessus dans les échauffourées dans la soirée lorsque les manifestants veulent rejoindre la Chambre des députés, mais on parle déjà de soldats qui rejoignent les manifestants. Le 22 au soir, la situation semble encore sous contrôle dans le centre de Paris, mais pas dans les quartiers est...

Au matin, les défections des soldats et des gardes nationaux, se multiplient. Par endroits, la Garde nationale s'interpose entre manifestants et troupes militaires. Et scandé à l'unisson des manifestants : « *Guizot démission, vive la réforme !* »

La Garde nationale commence à faire largement défaut sur les points névralgiques qu'elle est censée défendre. Le roi apprend vers midi sa défection partielle et commence à comprendre l'impopularité de son Premier ministre (et la sienne) qu'il convoque et dont il demande la démission. À l'annonce du départ de Guizot, les manifestants exultent mais ne sont pas pour autant calmés. Dans la soirée, ils se dirigent vers le ministère des Affaires étrangères, à l'époque boulevard des Capucines et accessoirement domicile de Guizot, pour le conspuer (il n'est pas là). Provocation policière, maladresse des manifestants, une explosion retentit, les deux compagnies du 14<sup>e</sup> de ligne chargées de la protection du ministère ouvrent le feu. La fusillade fait près d'une vingtaine de tués et des dizaines de blessés. La nouvelle arrive vers 22 heures aux

**Cette répression aveugle** aura un retentissement national et Daumier en fera une célèbre illustration (...) qui discréditera durablement le régime.



Massacre de la rue Transnonain, 14 avril 1834. Gravure d'Honoré Daumier qui, largement diffusée, va scandaliser l'opinion publique.

Tuileries et provoque la stupeur dans le premier cercle du roi qui réalise enfin que son trône est en train de vaciller. Dernières consultations pour former un gouvernement autour de Thiers et de Barrot chargé de mettre en place des réformes tangibles avec une dissolution de la Chambre... mais c'est trop tard, Louis-Philippe n'a plus son destin en main. Entre-temps, les manifestants qui ont ramassé leurs morts et sont désormais passés au statut d'insurgés, entament « *la promenade des morts* » (sur les grands boulevards jusqu'à la Bastille) dans Paris, aux cris de « *À mort Guizot, à bas Louis-Philippe !* » Barrières, affrontements dans Paris, les insurgés sont décidés à faire cette nouvelle révolution ! C'est la dernière nuit de Louis-Philippe aux Tuileries.

Le 24 février, vers 10 heures, au petit-déjeuner, Louis-Philippe apprend que partout la troupe semble reculer face aux insurgés. L'hôtel de ville est tombé, une trentaine de gardes municipaux massacrés par la foule. Il passe en revue vers 11 heures la troupe censée défendre les Tuileries : les soldats crient « *Vive la réforme !* » On lui confirme que la Garde nationale dans son ensemble a rejoint les manifestants, c'est le coup de grâce. Abattu, Louis-Philippe inerte s'effondre au milieu de courtisans tous plus ou moins affolés, les uns lui conseillant d'abdiquer, les autres de résister. Vers midi, les coups de feu se rapprochant, c'est la panique, le sauve-qui-peut. Il abdique à 13 heures en faveur de son petit-fils, le comte de Paris, fils du duc d'Orléans (décédé). Il ne reste plus à Louis-Philippe qu'à fuir pour sauver sa vie dans le désordre le plus indescriptible. La monarchie vient de disparaître pour toujours en France.

**Aujourd'hui 24 février, la République !**

La politique a horreur du vide. La duchesse d'Orléans rejoint courageusement vers 14 heures la Chambre des députés pour y faire reconnaître son fils, mais les députés n'y sont plus seuls, les insurgés ont envahi

**Fondamentalement, la République est une surprise pour les républicains et aussi pour les orléanistes qui viennent de s'effondrer.**

la salle des séances. Pression populaire oblige, on parle maintenant de République. Les insurgés de 1830 n'entendent pas comme la dernière fois se faire voler leur succès. Lamartine, Garnier-Pagès, Ledru-Rollin entament les pourparlers pour la constitution d'un gouvernement provisoire, mais apprennent bien vite qu'à l'Hôtel de ville, lieu emblématique de 1793 et 1830, se forme aussi un autre gouvernement, beaucoup plus républicain et radical autour de Louis Blanc, Alexandre Martin (l'ouvrier Albert) François Raspail (qui menace de faire reprendre l'insurrection si la République n'est pas proclamée). Lamartine et consorts rappellent dare-dare à l'Hôtel de ville dans l'espoir d'éviter la constitution d'un gouvernement provisoire par trop révolutionnaire...

En fin d'après-midi, un compromis est trouvé entre non socialistes (républicains modérés) et républicains radicaux. Alphonse de Lamartine annonce la formation du gouvernement dans la soirée et les nominations (ils sont onze) : lui-même aux Affaires étrangères, Arago à la Marine et Colonies, Ledru-Rollin à l'Intérieur, Garnier-Pagès aux Finances... et surtout les nominations de deux républicains socialistes à des postes de secrétaires d'État : Louis Blanc et l'ouvrier Albert (Alexandre Martin, ouvrier mécanicien) une première. Ce sont ces hommes politiques aux tendances assez divergentes qui vont devoir installer rapidement la République... Ils vont gouverner du 25 février au 9 mai suivant après les élections de l'Assemblée constituante. Fondamentalement, la République est une surprise pour les républicains et aussi pour les orléanistes qui viennent de s'effondrer.

République bourgeoise ou République ouvrière ? Cette opposition n'existe pas encore dans les premiers jours, mais elle va rapidement menacer l'équilibre du gouvernement provisoire. Derrière l'unanimité républicaine se cachent de profondes divisions. Si Lamartine et Ledru-Rollin incarnent un centre soucieux de ne pas se

couper de l'opinion populaire et d'éviter les affrontements de classe, Arago, Garnier-Pagès et les plus transparents Marrast, Crémieux, Marie, républicains libéraux (ordre, propriété) sont eux radicalement opposés au socialisme représenté par Louis Blanc et l'ouvrier Albert.

**Faire la République**

Dans la journée du 25, Lamartine impose le drapeau tricolore face au drapeau rouge que brandissent les insurgés. Louis Blanc invente la devise de nos frontons de mairie : liberté, égalité, fraternité. Voilà pour les symboles.

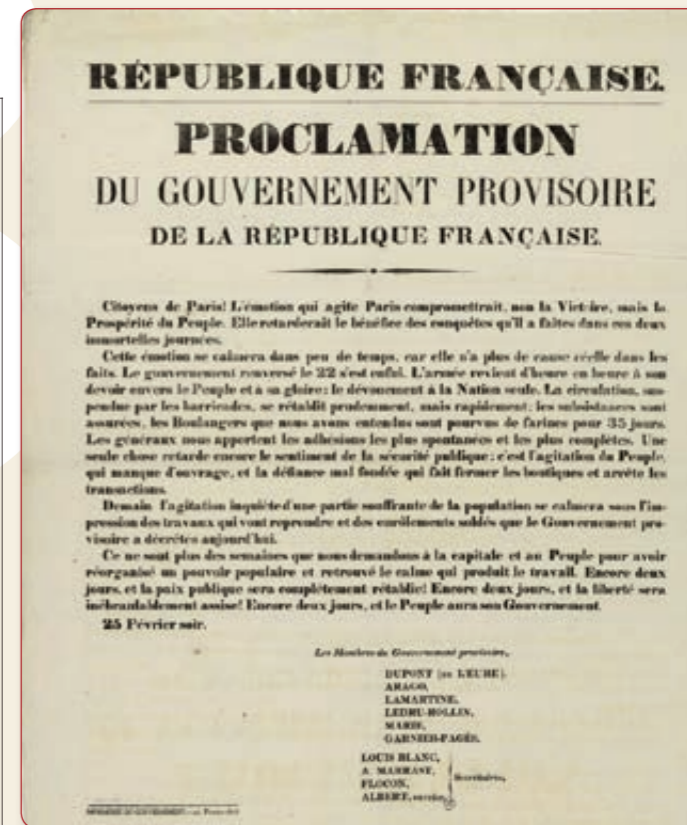
Proclamer la République c'est bien, la mettre en œuvre c'est mieux ! Les attentes et les espoirs du peuple insurgé sont conséquents, il ne faut pas décevoir. Par conviction et un peu sous la pression populaire et dans une atmosphère fiévreuse, le gouvernement provisoire prend les premières grandes mesures :

- **À l'initiative de Louis Blanc, le droit au travail est proclamé le 25 février ;**
- **La peine de mort pour crime politique est abolie le 27 février ;**
- **Le suffrage universel (masculin) est institué le 5 mars pour tous les hommes âgés d'au moins 25 ans. Le corps électoral passe de 240 000 à 9,5 millions d'électeurs ;**
- **Le 27 et 29 février, sont créés la commission du Luxembourg (ministère du Travail sans le nom) et les ateliers nationaux (travaux d'intérêts généraux faiblement rémunérés, censés donner du travail aux chômeurs mais dont l'organisation va vite tourner au désordre le plus complet).**
- **Arago nomme Victor Schœlcher secrétaire d'État aux Colonies, qui crée une commission pour l'abolition de l'esclavage, aboli par décret le 4 mars et validé par une loi le 27 avril ;**
- **La liberté d'expression, la liberté de réunion, la suppression de la censure sont proclamées le 4 mars (300 journaux voient le jour à Paris dans le courant du mois de mars ; des clubs s'organisent à Paris et en province après la proclamation de la liberté d'expression) ;**
- **Les élections législatives de l'Assemblée constituante sont fixées au 9 avril.**

Le travail abattu par le gouvernement provisoire (et à abattre) est énorme comme on le voit, mais il faut aussi imposer la République en Province au-delà du symbole de la plantation des arbres de la liberté. Ledru-Rollin, ministre de l'Intérieur, envoie des commissaires de la République dans tous les départements du territoire qui doivent souvent composer avec les anciennes autorités administratives, judiciaires, militaires, compromises avec la monarchie de juillet (les républicains du « *lendemain* »). À la mi-mars, la République s'est imposée par l'adoption de mesures démocratiques retentissantes. Le pays semble porté par une certaine allégresse. Les mauvais jours peuvent commencer...

**Avril 1848, les lendemains qui déchantent**

Dès l'annonce de la date des élections à la future Assemblée constituante, les républicains (du moins les plus radicaux) prennent conscience de la faiblesse de leur influence auprès de ce nouvel électorat massif mais très hétérogène. Notamment auprès des paysans, souvent sous l'emprise économique des grands propriétaires (« *Pour qui que c'est-y qui faut voter not'bon maître ?* »). Si on ne se donne pas le temps de porter la bonne parole républicaine, la future assemblée risque de se révéler très peu républicaine : il faut donc reporter les élections législatives. Le 17 mars, une première manifestation à l'initiative de Blanqui obtient gain de cause auprès du gouvernement provisoire, les élections sont reportées de 16 jours, trop peu ! Une deuxième manifestation (encore avec Blanqui à sa tête) le 16 avril pour le même motif est arrêtée



**À la mi mars, la République s'est imposée par l'adoption de mesures démocratiques retentissantes. Le pays semble porté par une certaine allégresse. Les mauvais jours peuvent commencer...**

par la Garde nationale (apparemment sans effusion de sang) obéissant à Ledru-Rollin, qui y perd une partie de son prestige républicain.

Le 23 avril, on vote avec le suffrage universel pour la première fois en France. On se rend (à pied) au chef-lieu de canton et on prononce oralement le nom du candidat choisi. Les résultats définitifs tombent 10 jours plus tard : sur 880 députés (on avait vu large pour cette première Assemblée démocratique) environ 500 sont républicains modérés (courant Arago, Garnier-Pagès), 250 sont réactionnaires ou conservateurs (légitimistes, orléanistes dans le même sac) et 130 républicains (démocrates-sociaux autour de Ledru-Rollin). Lamartine, Ledru-Rollin, Louis Blanc, Albert, Barbès sont élus ainsi que Victor Hugo qui va commencer son chemin progressif vers la République. Un certain Louis-Napoléon Bonaparte, neveu de Napoléon I<sup>er</sup> est lui aussi discrètement élu. L'Assemblée est donc objectivement à majorité conservatrice et surtout composée de républicains du « *lendemain* ». L'euphorie de la fraternité nouvelle a vécu.

Le dézingage des mesures républicaines peut commencer. L'Assemblée se réunit pour la première fois le 4 mai et nomme la commission exécutive composée de 5 membres (Lamartine, Arago, Marie de Saint-Georges, Garnier-Pagès, Ledru-Rollin sur insistance de Lamartine). On vire surtout Louis Blanc, Albert, les deux socialistes. L'Assemblée va très vite se montrer peu républicaine. Le 15 mai, à la suite d'une émeute qui prend d'assaut l'Assemblée où les députés sont bousculés, Raspail, Barbès, Blanqui, Albert se succèdent à la tribune et réclament la formation d'un nouveau gouvernement provisoire vraiment révolutionnaire et républicain. La Garde nationale (les éléments bourgeois) intervient et met tout le monde dehors. Le peuple de Paris avait osé bousculer la représenta-



Lamartine fait adopter le drapeau tricolore sur le parvis de l'Hôtel de ville, le 25 février 1848.

tion nationale, légitime, élue. Les députés n'aiment pas qu'on leur fasse peur. Blanqui, Barbès, Raspail sont arrêtés et désignés comme les seuls responsables de l'événement. Il fallait un moyen radical de se débarrasser de cette gauche républicaine et révolutionnaire, on l'a trouvé. L'extrême gauche est décapitée, et pour la première fois depuis février, il y a de nouveau des prisonniers politiques.

**23-26 juin, la République tire sur le peuple**

On l'a vu, le gouvernement provisoire avait proclamé le droit au travail le 25 février reprenant les théories de Proudhon et Fourier. Louis Blanc avait donc proposé le même jour un ministère du Travail (pour le coup une décision vraiment révolutionnaire) que ses collègues modérés (Arago, Garnier-Pagès) avaient rejeté, y voyant une entrave caricaturale à la liberté d'entreprendre (comme si les ouvriers pouvaient oser exiger du travail des patrons). Dans l'esprit de son initiateur, cette idée très socialiste, devait permettre aux ouvriers de s'organiser en coopératives gérées par eux-mêmes avec le soutien de l'État : les ateliers sociaux.

Le gouvernement concède à Louis Blanc la création d'une commission du gouvernement pour les travailleurs : la commission du Luxembourg. La commission se réunit pour la première fois le 1<sup>er</sup> mars sous la présidence de Louis Blanc et Albert. Le décret rendu le 2 mars établit la journée de 11 heures (rappelons qu'en moyenne à cette époque on travaille 12 heures par jour et 7 jours sur 7 soit 84 heures par semaine !). Les ateliers nationaux créés en parallèle se transforment rapidement en ateliers de charité où les ouvriers sont affectés à des chantiers publics (déblaiement, restauration de bâtiments). On tente de les développer en province avec un succès très mitigé. Pire, le ministre des Travaux publics, Marie, chargé de son organisation, n'organise pas grand-chose et la délègue à un ingénieur moyennement compétent (Thomas) qui va peu à peu laisser s'installer une certaine anarchie.

De 6 000 le 15 mars, les ouvriers passent à 30 000 le 30 mars et 117 000 le 30 avril. La rémunération ne dépasse pas 1 franc par jour (c'est déjà ça). Les ouvriers râlent contre la désorganisation de ces ateliers mal gérés et le font savoir. Très vite l'Assemblée et la bourgeoisie parisienne y voient un nouveau foyer d'effervescence révolutionnaire. Le 21 juin, la commission cède à la pression de l'Assemblée et le 22 les ateliers sont supprimés. C'est l'embrassement.

Le 22 juin, le gouvernement a décrété que les ouvriers des ateliers de 18 à 25 ans devront s'engager dans l'armée ! Le lendemain, une délégation d'ouvriers reçue par le ministre des Travaux publics Marie (celui-là même qui avait contribué à la désorganisation des ateliers) s'entend dire que la force sera utilisée contre les récalcitrants, si besoin. Le 22 dans l'après-midi, le Paris populaire se rassemble et défile dans les rues aux cris de « *Du pain et du plomb, vive la République démocratique et sociale !* »

Le 23, Paris se couvre de barricades à l'est d'un axe Porte-de-la-Chapelle, Porte-d'Orléans. Rue du Faubourg Saint-Antoine, rue Vieille du Temple, rue de Montreuil, rue de Charonne, rue de Ménilmontant, rue de Belleville, rue du Faubourg Saint-Martin... ce sont près de 1 500 barricades qui se montent dans les rues de Paris ! L'Assemblée vote l'état de siège et exige la démission de la commission exécutive. La commission se dissout donc et confie le pouvoir exécutif au général Cavaignac (déjà ministre de la Guerre) avec le commandement de la Garde nationale et des troupes présentes sur Paris.



Les barricades de juin 1848. Les combats rue Soufflot.

**« Lorsque j'ai employé les deux pronoms nous et vous pour nous différencier, il est évident qu'à ce moment là, je m'identifiais, moi avec le prolétariat et que vous, je vous identifiais avec la classe bourgeoise. »**

**Pierre Joseph Proudhon apostrophant les députés à l'assemblée le 26 juin**

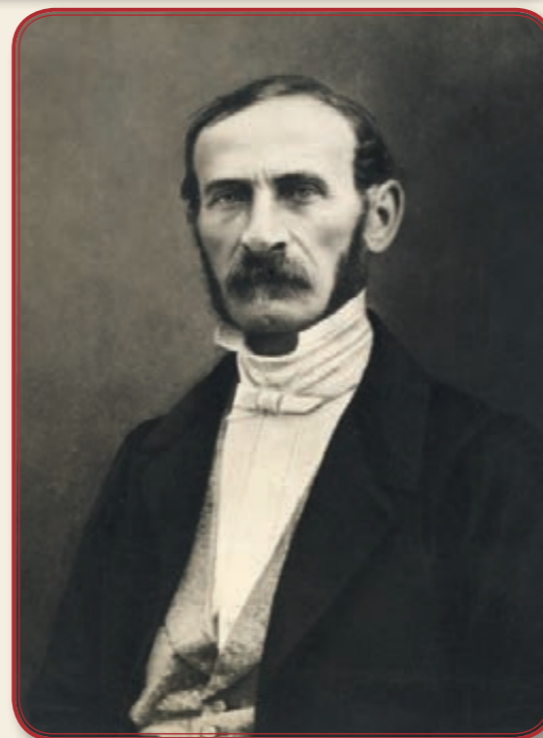
Les combats, extrêmement violents, se déroulent du 24 au 26 juin. Les insurgés sont au moins 25 à 30 000, face à eux 25 000 soldats et 17 000 gardes nationaux bien équipés. Il y aura entre 3 000 et 5 000 morts durant les combats, 1 500 fusillés sans jugement, 25 000 arrestations et près de 10 000 transportations, aller direct pour les bagnes de Cayenne et l'Algérie nouvellement conquise. Les troupes de Cavaignac perdent 1 800 hommes. Louis Blanc, Albert sont obligés de s'enfuir en Angleterre (bien qu'ils n'aient aucunement participé aux combats). La République modérée, élue, a écrasé la République sociale dans le sang.

Pierre-Joseph Proudhon, théoricien du socialisme (« *La propriété, c'est le vol* ») et accessoirement député, sera le seul à l'Assemblée à prendre la défense des ouvriers martyrisés :

**« Lorsque j'ai employé les deux pronoms nous et vous pour nous différencier, il est évident qu'à ce moment-là, je m'identifiais, moi avec le prolétariat et que vous, je vous identifiais avec la classe bourgeoise. »**

La République bourgeoise a gagné. En cette fin juin, les républicains (dans leur ensemble) ne l'ont pas encore compris, mais ils viennent d'hypothéquer leur avenir.

**À suivre... ●**



Le général Louis-Eugène Cavaignac, le « prince du sang... ouvrier », fusilleur de juin 1848.



Un document rare, les uniques photos des barricades de juin 1848, le 25 juin vers 6 heures du matin (vues du 92 rue Saint-Maur). Avant (le 25) et après les combats ci-dessous (le 26). Daguerrotypes de Charles François Thibaut.



## Falcone et Saviano

ANNE DUVIVIER



Le 23 mai 1992, le juge Giovanni Falcone meurt avec sa femme Francesca, également juge, et trois de leurs gardes du corps, dans un attentat commandité par Cosa Nostra, qui pulvérise leur voiture à la sortie d'un tunnel sur l'autoroute.

Ainsi s'achève pour le célèbre juge anti-mafia, une vie entièrement vouée à la lutte contre le crime organisé.

On ne comprend que trop bien la ferveur avec laquelle l'auteur, Robert Saviano, a accompli cet énorme travail de documentation et de rédaction. Depuis la publication en 2006 de son livre *Gomorra*, lui aussi est condamné à une vie clandestine, sous protection policière permanente, avec la peur – sinon la certitude – d'être retrouvé par la mafia.

Qu'on ne s'imagine pas que l'admiration dont le juge Falcone fait aujourd'hui l'objet, le confortait déjà dans son action. Objet de jalousies, isolé par ses pairs, peu soutenu par un État italien défaillant, il combat une organisation dont les ramifications gangrènent l'économie, la politique, et finalement toute la société, tandis que les assassinats de juges, de journalistes, de policiers, se suivent à un rythme affolant. Saviano brosse le portrait de criminels si indifférents à la vie humaine qu'on peine à croire qu'ils existent, mais aussi de juges opiniâtres, solitaires, et incroyablement courageux. Rares sont les images, fugitives et lumineuses, d'un déjeuner au jardin où les enfants cueillent des oranges et des figues de barbarie, tandis que dans la cuisine, une petite fille, juchée sur un tabouret, observe avec gourmandise la sauce que prépare son papa, le juge Rocco Chinnici, pour la pasta dominicale, partagée avec famille et amis. Falcone, lui, a résolu de ne pas avoir d'enfants : « *On ne met pas au monde des orphelins* », dit-il à sa femme.

Rocco Chinnici meurt peu après dans l'explosion de sa voiture piégée, comme ses amis juges, Cesare Terranova, Paolo Borsellino... La litanie des assassinats donne le vertige. Tout est toujours à refaire, en dépit de l'internationalisation de la lutte avec la création du pool anti-mafia, du long travail de Falcone avec des repentis, que Roberto Saviano décortique au long du livre, et de l'arrestation et de la condamnation de centaines de mafieux, lors du grand procès de Palerme, en 1986-1987 : « *Plus de vingt et un mois de débats, 349 audiences pour un total de 1 829 heures, 475 accusés, dont 208 à la barre, 102 personnes sous contrôle judiciaire, 44 assignés à domicile et 121 accusés en fuite, plus de 900 témoins et parties civiles auditionnés. 1 314 interrogatoires, 635 plaidoiries de la défense, 1 265 tomes de procédure...* »

Travail historique minutieux, rythme haletant d'un roman policier, livre hommage d'un homme courageux à un autre héros, liés par une communauté de destin. L'auteur

poursuit en quelque sorte, par le biais du journalisme et de la littérature, le travail du juge. Falcone, ses confrères, mais également Saviano, n'ont rien de personnages flamboyants de série télévisée, mais se contentent d'être des travailleurs acharnés et méthodiques dont la seule arme consiste en leur rigueur intellectuelle. Combat plus que jamais d'actualité, en avons-nous assez conscience en ces jours où le fracas de la guerre, bien opportunément pour certains, occupe toute la place médiatique ? Ces pages poursuivent le lecteur longtemps après qu'il a refermé le livre. Que faisons-nous de tout ça, nous qui respirons librement, tandis que Roberto Saviano est exclu de fait de la communauté des vivants en raison de son exigence de résister et de témoigner ? ●

*Giovanni Falcone, Roberto Saviano*, Gallimard, 2024, 25 €.

## « Pourtant, que la montagne est belle... »

AD



C'est devenu un genre très prisé et tant mieux... le journalisme en bande dessinée donne accès à des thèmes parfois réputés d'accès difficile, à un lectorat diversifié. Dans ce hors-série de la revue Reporterre, chaque sujet est traité par un article concis illustré ou une BD d'artistes différents, ce qui offre un large éventail de styles graphiques et permet de lire agréablement les chapitres

indépendamment les uns des autres.

Nous avons souvent l'impression que la montagne, ce bien commun, vit une mutation tranquille. Moins de neige en raison du bouleversement climatique entraînerait une conversion des stations d'hiver en sites touristiques d'été, avec vaches à clochettes, randonnées, tartiflette et air pur au pays des marmottes. La réalité est moins riante. D'abord, on n'en a pas fini avec le sabotage de la montagne, l'hiver. Les JO de 2030 laissent présager un joli condensé de béton, atteintes en tout genre à la faune et à la flore, neige artificielle, bilan carbone désastreux, budgets faramineux etc. « *Tout ça, c'est moins d'écoles, moins d'hôpitaux. Pour le prix d'une piste de curling, on pourrait avoir un collège neuf* » dit ce militant du collectif NO JO.

Mais surtoutisme et surconsommation ravagent désormais la montagne en toutes saisons. Les plus hauts sommets, comme l'Everest, dont l'ascension a été hypermédiatisée par l'épopée youtubée d'Inoxtag en septembre 2024, rameutent les plus riches, au grand dam des scientifiques et des sherpas qui terminent parfois le parcours périlleux en portant sur leur dos « *comme des sacs de patates* » leurs riches clients... Mais plus bas, Gérardmer, « la perle des Vosges », est devenue « *un repaire de touristes et de fêtards. Au risque du trop-plein, les prix flambent, l'urbanisation*

*envahit les zones humides et la biodiversité prend l'eau.* » Et que dire de cet insensé festival électro Tomorrowland Winter, qui transforme chaque année les Alpes en « dancefloor », attirant du monde entier près de 22 000 fêtards. Pesticides, métaux lourds, produits toxiques issus d'activités industrielles pourtant éloignées, se retrouvent désormais dans les lacs et les tourbières d'altitude. Il suffit à un promeneur sincèrement admiratif du paysage mais inconscient, de rafraîchir ses orteils dans l'eau limpide d'un lac de montagne, pour y introduire crème solaire, produits anti parasitaires de son chien, et autres agents pathogènes qui affectent tout l'écosystème.

En marge du tourisme, il y a la vie. Celle des gens du cru qui subissent plus qu'ailleurs, l'isolement géographique, la pénurie de services publics de proximité, en particulier médicaux, le vieillissement de la population.

Mais là aussi, la résistance citoyenne s'organise, ancrée dans la solidarité et l'attachement au territoire, comme dans le village de Cervières, près de Briançon, qui déjà dans les années soixante-dix s'est opposé à la construction de 15 000 lits, remontées mécaniques, altiport et golf. Résultat, aujourd'hui, on y trouve une agriculture de montagne florissante, et une biodiversité exceptionnelle, avec nombre d'espèces protégées, dont le bel oiseau tétra-lyre. En Ariège, les éleveurs de la filière laine travaillent à de nouvelles perspectives économiques pour la basse montagne en privilégiant la mutualisation. D'autres préparent l'après... L'ouvrage s'achève sur un beau récit d'anticipation pas si lointaine, qui montre que tout est possible, à condition qu'il y ait pour cela une volonté politique... ●

*Le mal des montagnes, un monde à réinventer*, Reporterre, Édition spéciale, La revue dessinée, 2025, 19 €.

## De quoi avons-nous peur ?

AD

« *La France a peur.* » La phrase d'ouverture du journal télévisé de TF1 le 18 février 1976, prononcée par Roger Gicquel est restée célèbre, comme illustration d'une dramatisation gratuite et démagogique, discréditant durablement son auteur. Mais aujourd'hui, cette assertion ne ferait plus rire, tant il apparaît que le sentiment de peur prédomine chez les Français, selon deux études récentes menées par des chercheurs chevronnés, Anne Muxel et Pascal Perrineau qui publient *Peurs françaises*, et Antoine Bristielle, auteur des *Entrepreneurs de la peur, quand les émotions nous gouvernent*.

Leurs constats se rejoignent... Ils rappellent que la peur est un sentiment archaïque et normal, voire salvateur : dès les temps anciens, elle prévient du danger et permet de réagir pour sauver sa peau. Mais alors que notre niveau de vie a quelque peu progressé depuis les cavernes, nous serions désormais 40 % à la placer en tête de toutes les émotions qui nous animent, quels que soient notre âge, notre situation sociale, notre genre, faisant voler en éclat les fractures



sociétales habituelles, les clivages politiques, et leurs grilles de lecture. Peur de l'instabilité du monde, de l'affaiblissement de la démocratie, du manque de soins médicaux, du changement climatique, de la dégradation du niveau de vie, de l'insécurité, de la perte d'identité culturelle, des nouvelles technologies, ou de tout ça en même temps... « *La famille la plus représentée, souligne Antoine Bristielle, est celle des Peurs multiples, rassemblant 28 % de la population, signe que la peur est un phénomène cumulatif et peut se muer en vision du monde.* » Ces craintes ne s'enracinent pas forcément dans l'expérience individuelle. On observe par exemple des niveaux élevés de peur de l'immigration dans des endroits où il y a peu de personnes étrangères. Qui nous instille alors ces peurs ? Les médias, bien sûr, suivez mon regard... Mais poursuit-il, les politiques méritent aussi ce titre, qui font une utilisation stratégique de la peur, mettant en scène les sujets qu'ils pensent le plus rémunérateurs d'un point de vue électoral. Résultat, « *la peur devient action* » et nous conduit à adopter de nouveaux comportements qui se traduisent souvent par des renoncements en cascade dans notre vie quotidienne en termes de consommation, de mobilité, de santé, de parentalité, « *comme un moteur silencieux qui façonne les modes de vie, reconfigure les habitudes et par accumulation transforme la société tout entière* ». Mais surtout, insistent les deux ouvrages, quand la peur devient pessimisme collectif, malaise de la démocratie, défiance à l'égard des institutions, soit elle favorise l'abstention, le repli sur soi, la paralysie de l'action soit elle se transforme en colère (43 % des personnes interrogées disent comprendre la violence politique). Dans les deux cas, c'est un boulevard pour l'extrême droite. « *Ce scénario, les États-Unis l'ont déjà vécu. Trump n'a pas gagné grâce à une majorité enthousiaste, mais grâce à une minorité galvanisée, parce que le reste du pays s'était replié, résigné ou simplement endormi. En France aussi, les digues peuvent céder, - non parce que tout le monde y consent, mais parce que finalement plus grand monde ne pense qu'une élection peut changer quelque chose.* » Ces deux ouvrages émaillés de chiffres et de tableaux constituent certainement une photo précise de la société française. Ils ont le mérite d'alerter (de nous faire peur ?) sur le processus du retour de l'extrême droite au pouvoir, autour de nous, pour l'instant. Pour ce qui est des solutions, sans surprise, c'est un peu vide ! Aller voter, certes, pour empêcher le pire, en gros ce qui nous fait le plus peur. Cependant, la question essentielle, selon nous, n'est peut-être pas ce qui, dans ce monde chaotique, nous fait peur, à juste titre bien souvent, mais ce que nous faisons de ce sentiment. Parce que finalement, ce que nos analystes appellent « peur » nous le nommons, nous, « début de prise de conscience » d'une réalité insupportable, et précisément ce regard-là laisse peut-être entrevoir une lueur d'espoir, celle de changer la vie pour de bon. ●

*Les entrepreneurs de la peur, Quand les émotions nous gouvernent*, Antoine Bristielle, Jean-Claude Lattès, 2026, 19 €. *Inventaire des peurs françaises*, Anne Muxel, Pascal Perrineau, Odile Jacob, 2026, 22,90 €.

Ça ne se recharge pas,  
c'est incassable,  
ça ne tombe pas en panne,  
ça ne consomme pas d'énergie,  
c'est mis à jour régulièrement  
sans votre intervention,  
c'est recyclable à 100 %.

Ça s'appelle une affiche.

| Levons le nez de nos écrans. Informons-nous avec l'affichage |

Ça ne se recharge pas,  
c'est incassable,  
ça ne tombe pas en panne,  
ça ne consomme pas d'énergie,  
c'est mis à jour régulièrement  
sans votre intervention,  
c'est recyclable à 100 %.

Ça s'appelle une affiche.

| Levons le nez de nos écrans. Informons-nous avec l'affichage |

**filpac cgt**

La fédération au cœur de **la lutte**  
pour la défense de l'imprimé,  
de la presse écrite et des **métiers**  
**du livre et du papier**

*Le Livre, le Papier et la Communication*

[www.filpac-cgt.fr](http://www.filpac-cgt.fr)